



RAPPORT
ANNUEL
2022 CA Indosuez Wealth (Europe)

DEPUIS PLUS DE 145 ANS,
L'HISTOIRE DE NOTRE
MAISON S'EST BÂTIE EN
RÉSONANCE AVEC CELLE
DES ENTREPRENEURS
ET DES FAMILLES QUE
NOUS AVONS CONSEILLÉS
PARTOUT DANS LE
MONDE. AUJOURD'HUI,
NOUS ACCOMPAGNONS
NOS CLIENTS,
CONTRIBUANT À LEURS
CÔTÉS À CONSTRUIRE,
GÉRER, PROTÉGER ET
TRANSMETTRE LEUR
PATRIMOINE.



/ sommaire /

01/

5 **GROUPE CRÉDIT AGRICOLE**

02/

9 **INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT**

- 10 Carte d'identité :
Notre réseau et nos chiffres clés
- 12 Le Comité de Direction Générale
- 13 Les récompenses
- 15 Message de la Direction Générale
du groupe Indosuez
Wealth Management
- 16 Décrypter et éclairer :
bilan 2022 et perspectives des
marchés financiers 2023
- 18 Poursuivre et progresser :
les faits marquants 2022
- 20 Ambitions 2025 :
les essentiels du nouveau
plan à moyen terme

03/

23 **RAPPORT D'ACTIVITÉ CA INDOSUEZ WEALTH (EUROPE)**

- 25 Organes de la Banque
- 27 Rapport d'activités
de CA Indosuez Wealth (Europe)
- 32 Les évolutions du bilan
- 33 Informations sur les risques
- 35 Les Ressources Humaines
- 36 Rapport social
- 37 Chiffres clés 2022
- 38 Rapport du réviseur
d'entreprises agréé

04/

45 **COMPTES ANNUELS CA INDOSUEZ WEALTH (EUROPE)**

- 47 Bilan au 31 décembre 2022
- 49 Hors-bilan au 31 décembre 2022
- 50 Compte de profits et pertes
- 52 Annexe au 31 décembre 2022
- 77 Nos implantations actives



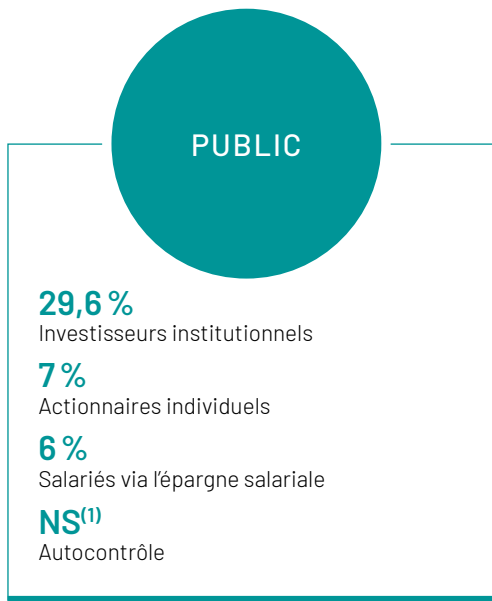
A sunset over rolling sand dunes. The sun is low on the horizon, casting a warm glow across the sky. The dunes are in the foreground, and a small mountain range is visible in the distance on the left. The number '017' is overlaid in a large, white, sans-serif font.

017

GROUPE
CRÉDIT
AGRICOLE

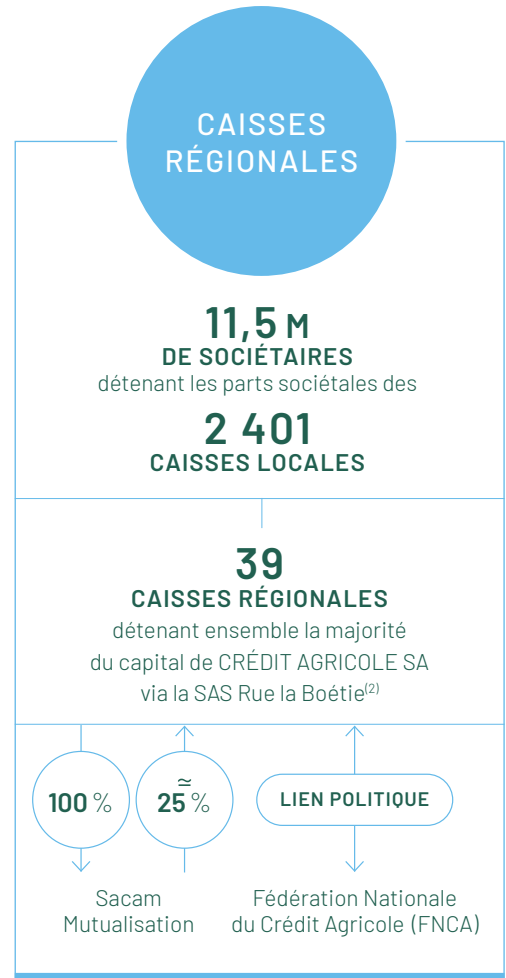
/ Le groupe Crédit Agricole /

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole SA, l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



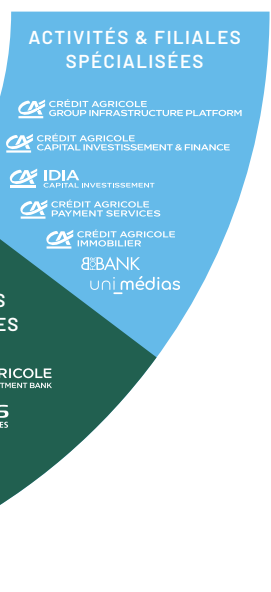
détenant

43,2%



détenant

56,8% ⁽³⁾



(1) Non significatif : 0,6%, autocontrôle intégrant les rachats d'actions de 2022 qui seront annulés en 2023. Après annulation de 16 658 366 actions, l'autocontrôle sera non significatif et la détention de SAS Rue de la Boétie remontera à environ 57%.

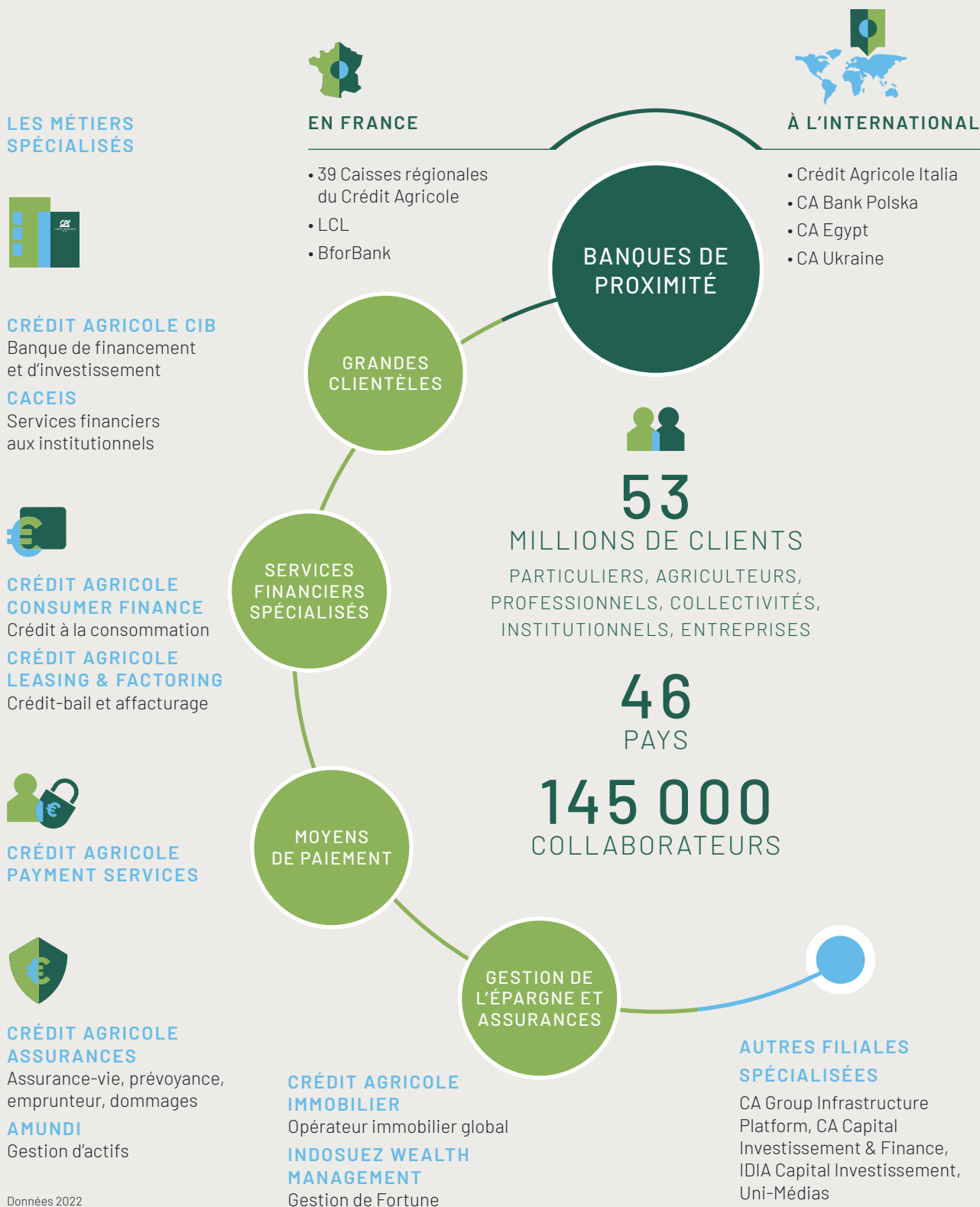
(2) La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.

(3) Hors information faite au marché par La SAS Rue La Boétie, en novembre 2022, de son intention d'acquérir d'ici la fin du premier semestre 2023 jusqu'à un milliard d'euros de titres Crédit Agricole SA.

(4) Cession de Crédit du Maroc en décembre 2022.

/ La banque universelle de proximité /

Notre modèle unique de banque universelle de proximité repose sur l'association étroite des banques de proximité avec les métiers spécialisés. Ensemble, nous offrons à tous nos clients, par tous les canaux, une palette complète de produits et services bancaires adaptés à leurs besoins.





021

INDOSUEZ
WEALTH
MANAGEMENT

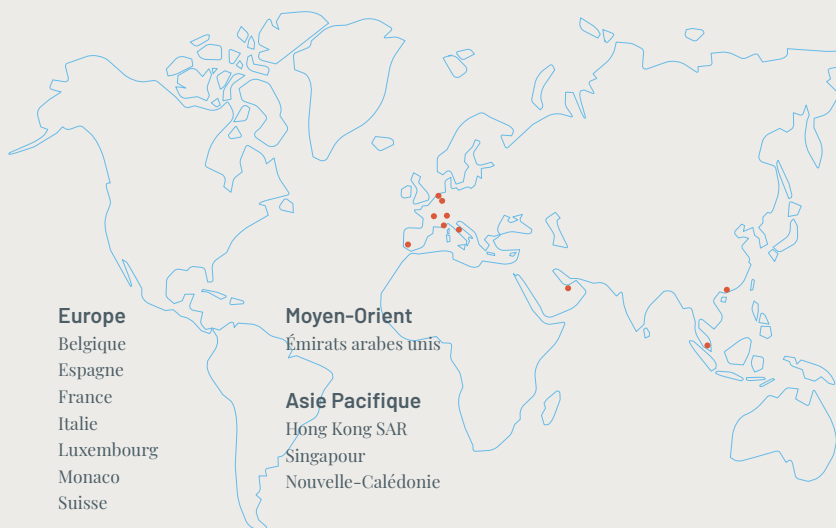
/ Carte d'identité /

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de Gestion de Fortune du groupe

Crédit Agricole, 10^{ème} banque au monde par la taille du bilan*. Façonné par plus de 145 ans d'expérience dans l'accompagnement de familles et d'entrepreneurs du monde entier, le groupe Indosuez Wealth Management propose sur 10 territoires une approche sur mesure et internationale permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Ses collaborateurs apportent des conseils experts, un service d'exception et une vision globale pour la gestion du patrimoine privé comme professionnel. Ils intègrent également dans leur proposition de valeur l'ambition d'accompagner les transitions vers un développement plus durable et une économie plus responsable.

3000
COLLABORATEURS
DANS **10**
TERRITOIRES

- 1858** Naissance de la Compagnie du Canal de Suez.
- 1875** Naissance de la Banque de l'Indochine.
- 1876** Ouverture de notre première implantation de banque privée en Suisse (Crédit Lyonnais).
- 1920** Premières racines luxembourgeoises (Naissance de la Luxembourgeoise).
- 1922** Naissance du Crédit Foncier Monaco.
- 1975** Création de la Banque Indosuez en France issue de la fusion entre la Banque de l'Indochine et la Banque de Suez et Union des Mines.
- 1996** La Banque Indosuez rejoint le groupe Crédit Agricole.
- 2016** Adoption de la marque unique : Indosuez Wealth Management.
- 2017** Acquisition des activités de banque privée de CIC à Hong Kong SAR et Singapour.
- 2018** Crédit Agricole Private Banking Services devient Azqore et s'allie à Capgemini pour devenir une nouvelle référence mondiale des services d'externalisation de l'informatique et des opérations bancaires.
- 2019** Finalisation du rapprochement entre Banca Leonardo et Indosuez Wealth Management et adoption d'une marque unique : Indosuez Wealth Management.
- 2021** La Banque Privée Internationale de Société Générale choisit Azqore pour son offre de gestion des systèmes d'information et des opérations de back-office.



ACTIFS CONFIÉS 130 MDS €

ACTIFS CONFIÉS

Avec près de 130 milliards d'euros d'actifs sous gestion (au 31/12/2022), Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders mondiaux de la Gestion de Fortune. En dépit des conditions de marchés défavorables en 2022, le Groupe a enregistré une collecte nette record de 4,1 milliards d'euros. Ses résultats solides traduisent la diversification de ses activités, la pertinence de sa stratégie et la bonne dynamique commerciale. La proposition de valeur d'Indosuez s'est renforcée notamment sur les segments du crédit, des actifs réels et de l'offre responsable. Il a accompagné un nombre croissant de nouveaux clients dont des clients très fortunés (UHNWI).

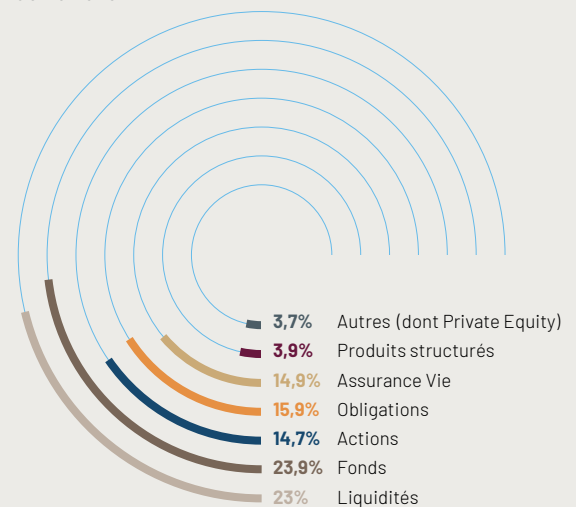
UNE APPROCHE LOCALE ET UN ACCOMPAGNEMENT INTERNATIONAL

RÉSULTATS 2022

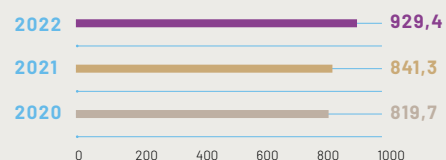
Sur l'année 2022, le produit net bancaire sous-jacent du métier Gestion de Fortune s'établit à 929 millions d'euros, en augmentation de +10,5% par rapport à l'année 2021 (+7,1% à change constant), grâce à la bonne dynamique commerciale et la hausse de la marge d'intérêt ayant permis de compenser les effets marché défavorables sur le stock. Les charges hors FRU sont en hausse de +9,5% (+5,5% à change constant) à 771 millions d'euros, principalement liées aux investissements IT et digitaux, ainsi qu'aux rémunérations variables. L'effet ciseaux sur l'année 2022 est ainsi positif à +1,0 point de pourcentage (+1,5 point de pourcentage à change constant). Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente de +16,1% pour s'établir à 155 millions d'euros. Au final, le résultat net part du groupe atteint 113 millions d'euros, en hausse de +9,5% sur l'année 2022 et au plus haut niveau historique depuis dix ans.

ALLOCATION D'ACTIFS

Une allocation d'actifs diversifiée, traduction de notre ambition de protéger et faire fructifier le patrimoine de nos clients.



PNB (M€)



/ Le comité de direction générale /



Jacques Prost

Directeur Général
CA Indosuez



Olivier Chatain

Directeur Stratégie,
Juridique et Transformation,
CA Indosuez



Romain Jérôme

Chief Digital Officer,
CA Indosuez



Olivier Przydrozny

Directeur de
l'Organisation et des
Systèmes d'information,
CA Indosuez



*Anne-Laure
Branellec*

Directrice des
Ressources Humaines,
CA Indosuez



*Jean-Christophe
Droguet**

Directeur de l'Audit Inspection,
CA Indosuez
*invité permanent



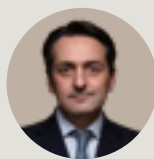
Alexandre Ledouble

Directeur Financier,
CA Indosuez



Guillaume Rimaud

Directeur Général
Business Unit France,
CA Indosuez



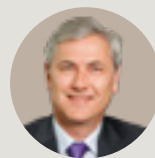
Olivier Carcy

Directeur Général,
CA Indosuez Wealth
(Europe)



Pascal Exertier

Directeur Général,
Azqore



Pierre Masclet

Directeur Général Adjoint
en charge du Développement,
CA Indosuez



Andras Takacs

Directeur Risques et
Contrôle Permanent,
CA Indosuez



Bastien Charpentier

Directeur Général Adjoint en
charge du Fonctionnement,
CA Indosuez



Mathieu Ferragut

Directeur Général,
CFM Indosuez Wealth



Marc-André Poirier

CEO,
CA Indosuez (Switzerland) SA



*Isabelle
Denoual Frizzole*

Directrice de la Conformité,
CA Indosuez

/ Les récompenses obtenues en 2022 /



Outstanding Private Bank for Sustainable and Ethical Investment
2022 Winner



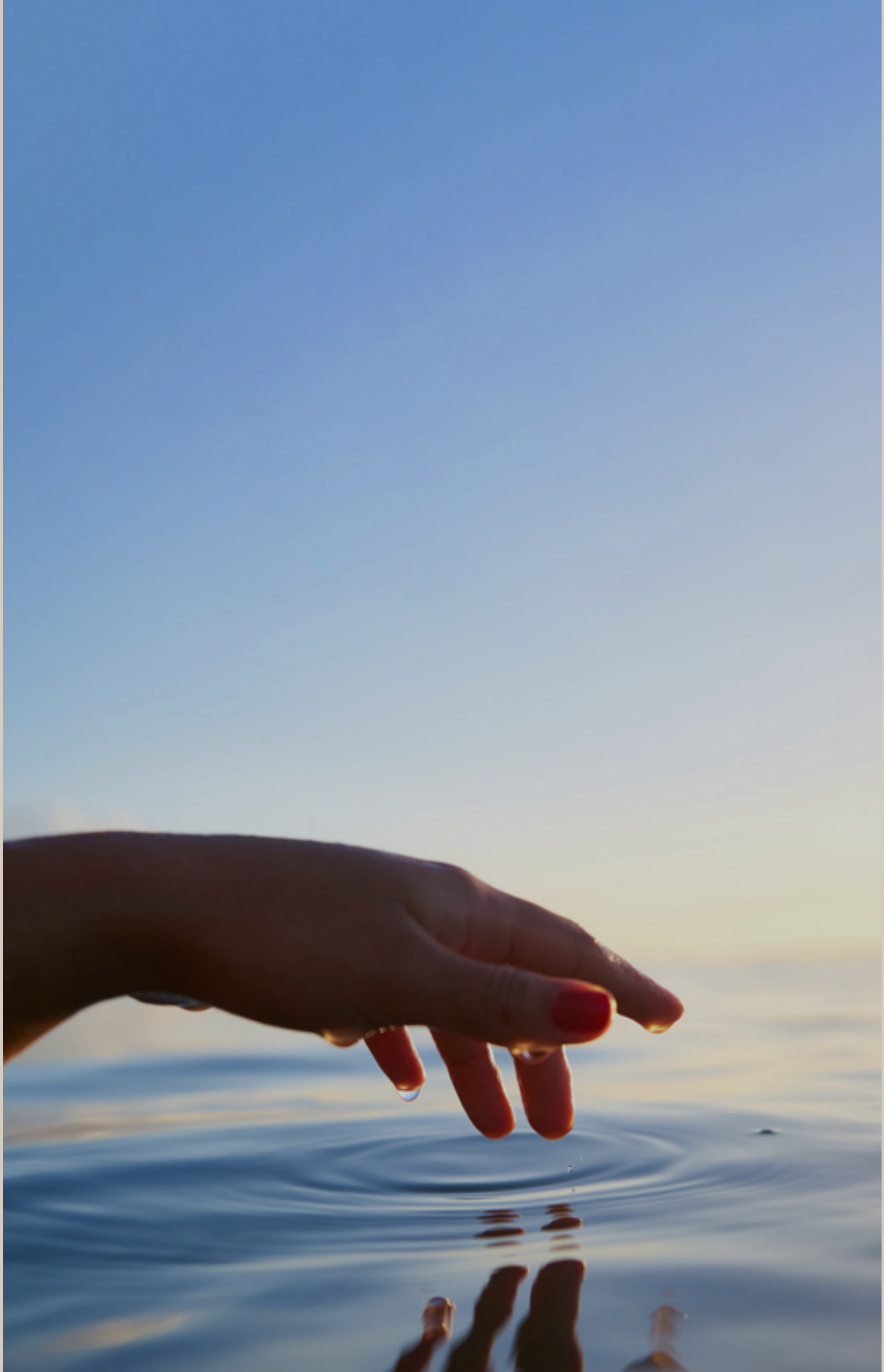
PRIVATE BANKING & WEALTH MANAGEMENT'S SWITZERLAND CONFERENCE & AWARDS 2022



MONACO
6th consecutive year



LUXEMBOURG
2nd consecutive year



Message de la Direction Générale du Groupe Indosuez Wealth Management

En 2022, dans un environnement clair-obscur marqué par un conflit armé aux portes de l'Europe et un brutal changement de paradigme caractérisé par une hausse de l'inflation et des taux ainsi que par une forte volatilité induite des marchés, nous avons obtenu des résultats solides qui, pour certains, atteignent des niveaux inégalés.

Le résultat d'exploitation en forte progression et le niveau élevé du résultat net illustrent la pertinence de notre stratégie qui a permis de renforcer la résilience de notre modèle économique mois après mois.

Tout en consolidant ses fondamentaux, notre Maison a également prouvé son utilité auprès de ses clients et de la société et poursuivi sa trajectoire de transformation.

Le talent, les expertises et l'engagement de nos collaborateurs ainsi que leur capacité à bâtir en commun se sont une nouvelle fois révélés dans les nombreux chantiers structurants qui composent notre projet d'entreprise.

Concernant le **Projet Client**, nous enregistrons une collecte nette record de nouveaux capitaux, signe du renforcement continu de l'attractivité de notre marque. De nombreux clients UHNW nous ont rejoints et ont déposé des montants d'actifs importants, séduits notamment par la profondeur de notre offre et notre qualité de service. Notre dynamique commerciale a été portée par le renforcement de notre proposition de valeur sur les actifs réels et notre offre responsable et aussi par la poursuite du développement de notre activité de financement.

Des initiatives ESG notables ont été concrétisées dans le cadre de notre **Projet Sociétal** dont notre premier financement immobilier durable à Monaco, le lancement de la solution d'investissement innovante et à composante responsable Indosuez Blue Cycle. Nous avons également proposé en Espagne le premier fonds d'investissement du pays spécialisé dans la reforestation.

Sur le terrain, les collaborateurs d'Indosuez ont cette année encore exprimé leur implication en faveur d'un environnement plus durable et d'une économie plus responsable et inclusive dans le cadre du mécénat de compétences et d'initiatives solidaires multiples.

Indosuez a en outre réaffirmé le sens de ses engagements au profit de l'eau, l'éducation l'économie circulaire et l'inclusion qu'il traduit dans l'objet de ses fondations, ses opérations de mécénat et ses initiatives aux côtés de partenaires dont la Fondation de la Mer, Plastic Odyssey, l'Institut Océanographique de Monaco.

Sur le **Projet Humain**, les plans d'actions volontaristes en faveur de la mixité, du développement personnel ou encore de la jeunesse se sont poursuivis auprès de collaborateurs qui ont été nombreux à témoigner de leur satisfaction dans l'Indice de Mise en Responsabilité (IMR).

Afin de toujours mieux servir ses clients, de renforcer l'engagement et la performance de ses équipes, et d'améliorer son efficacité, Indosuez a poursuivi son plan de transformation managériale en deux actes dont le premier s'est achevé fin 2022.

Le Groupe a poursuivi sa transformation digitale. Cette année encore, elle a contribué à améliorer le parcours de nos clients avec, par exemple, le lancement d'une nouvelle plateforme digitale leur permettant d'accéder à notre univers d'investissement en toute autonomie. Elle s'exprime également à travers notre offre, nos process, mais aussi notre efficacité opérationnelle.

En 2023, nous nous appuyons sur la dynamique actuelle pour poursuivre notre développement. Déjà, de nouveaux projets et réalisations se profilent qu'il s'agisse des Projets client, sociétal et humain, de la poursuite du déploiement des outils digitaux, de la migration d'institutions financières chez Azqore, de notre efficacité opérationnelle ou encore de notre dispositif de conformité.

Aussi, en dépit des incertitudes multiples qui altèrent ce début d'année, nos collaborateurs en Belgique, à Dubaï, en Espagne, en France, à Hong Kong, en Italie, au Luxembourg, à Monaco, à Singapour ou encore en Suisse sont plus que jamais mobilisés pour continuer à progresser et à innover avec l'ambition de toujours mieux servir nos clients.



Jacques Prost
Directeur Général
CA Indosuez



Pierre Fort
Président
CA Indosuez

/ Décrypter et éclairer /



Delphine di Pizio Tiger
Responsable Monde
de la ligne métier Asset Management
CA-Indosuez

L'année 2022 aura été marquée par un scénario géopolitique aussi inattendu qu'imprévisible. Rien ne laissait présager que les tensions larvées depuis l'invasion de la Crimée en 2014 déboucheraient sur un conflit majeur aux portes de l'Europe.

Cet évènement historique a totalement bouleversé le scénario économique et financier de 2022, en accentuant les tensions inflationnistes et la crise énergétique qui était déjà engagée depuis l'été 2021. La perte de confiance des investisseurs et des consommateurs européens a renforcé les tendances récessionnistes qui pèsent sur l'activité économique. Aux États-Unis, ces tensions inflationnistes persistantes ont amené la Réserve fédérale américaine (Fed) à normaliser sa politique monétaire via le relèvement de ses principaux taux directeurs. Avec plus de 400 points de base (pb) de hausse de taux en moins d'un an, nous avons assisté au resserrement monétaire le plus rapide depuis les années 70.

Cette inversion brutale des politiques monétaires a eu des conséquences significatives sur les marchés financiers, conduisant à une forte correction des marchés actions, qui restent fondamentalement sensibles aux taux d'intérêts. Plus globalement, les principales classes d'actifs (actions et obligations) ont corrigé de concert ainsi que les « valeurs refuges » comme l'or réduisant cette année l'intérêt de la diversification et offrant peu d'alternatives aux investisseurs en dehors du monétaire et du dollar.

Ce scénario inattendu revêt aussi une dimension structurelle, menant à penser que nous assistons en réalité à un changement de paradigme, balayant ainsi un certain nombre de certitudes. Notre dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie a mis l'accent sur la vulnérabilité de nos modèles industriels. Par ailleurs, au rang des idées remises en question figure le concept d'une paix durable en Europe, une certaine forme de mondialisation laissant place à une recherche d'autonomie stratégique. On pense également au nouveau mode de capitalisme en Chine, déjà engagé en 2021, remettant en cause le statut de moteur de l'économie mondiale de l'Empire du Milieu. Citons aussi l'idée balayée depuis l'automne 2021 que l'inflation était temporaire et que les taux d'intérêts resteraient durablement à un faible niveau.

La réponse apportée en urgence par les banques centrales à l'inflation et par les gouvernements à la crise énergétique donne naissance à un nouvel équilibre de politique économique diamétralement opposé à celui qui prévalait depuis la crise financière de 2008. Une politique monétaire restrictive accompagnée d'une politique budgétaire expansionniste (en particulier en Europe en raison de la crise énergétique) a été mise en place. Elle se traduit par des déficits publics élevés et la poursuite de la hausse des ratios de dette / PIB. Le principal danger de ce nouveau *policy mix* réside dans une moins grande soutenabilité des dettes publiques. Dans ce contexte difficile, les entreprises ont été la principale source de résilience, avec des résultats qui continuent de surprendre positivement et des marges plus solides qu'attendues, même si les perspectives sont révisées à la baisse.

Alors que nous sommes entrés dans l'année chinoise du lapin d'eau, symbole de prospérité, de paix, d'adaptation, de richesse et de chance, les investisseurs ne doivent pas céder au pessimisme. Premièrement, l'inflation a commencé à montrer des signes de fléchissement aux États-Unis, laissant entrevoir une pause monétaire et une possible inversion de la politique de la Fed en fin d'année 2023. Deuxièmement, les données macroéconomiques ne se dégradent pas autant que l'on pouvait le craindre, à l'instar de l'Allemagne dont le PIB au 3^{ème} trimestre est ressorti en croissance positive en dépit des tensions énergétiques. Enfin, l'élément clé reste la Chine, qui, malgré des sujets de désendettement long terme, est en train de se réouvrir avec un fort potentiel pour la consommation interne à court terme.

En 2023, tous les facteurs précités pourraient conduire à un redémarrage de l'activité et des marchés actions. Les obligations d'entreprises offrent désormais un rendement attractif qui devrait encore s'améliorer cette année. Enfin, après une décennie de règne des actions, c'est probablement la bonne nouvelle de ce nouvel environnement : le retour du rendement.

« L'ANNÉE 2022
AURA ÉTÉ
MARQUÉE PAR
UN SCÉNARIO
GÉOPOLITIQUE
AUSSI INATTENDU
QU'IMPRÉVISIBLE. »

/ Poursuivre et progresser /

ATTRACTIVITÉ

- Plus haut niveau de **collecte** depuis 10 ans à EUR 4,1 milliards.
- Lancement des fonds obligataires **Buy & Hold**.
- **24 nouveaux clients** UHNWI (actifs confiés supérieurs à EUR 100 millions).
- Création d'une **filière immobilière**.
- Acquisition avec LCL et CA Immobilier de **Brilhac**, société spécialisée en immobilier d'entreprise.
- Gestion de Patrimoine : 23 000 nouveaux mandats, soit près de 200 000 au total.
- Nombreux **awards** remportés dont « Best Bank » à Monaco pour la 6^{ème} année consécutive et au Luxembourg pour la 2^{ème} année consécutive.
- Mobilisation des équipes pour la prise de participation majoritaire d'Indosuez dans Wealth Dynamix en 2023, une fintech qui fournit des solutions de gestion du cycle de vie des clients aux acteurs de la Gestion de Fortune et de la gestion d'actifs à travers le monde.

ENGAGEMENTS



- Lancement de la solution d'investissement innovante à composante solidaire co-construite avec Crédit Agricole CIB, **Indosuez Blue Cycle**, (EUR 430 000 de dons en faveur de Plastic Odyssey, l'Institut océanographique de Monaco et la Fondation de la Mer).
- Lancement du 1^{er} fonds d'investissement spécialisé dans la **reforestation** en Espagne.
- Renouvellement pour 3 ans du partenariat entre CFM Indosuez et l'**Institut océanographique de Monaco**.
- Signature de 4 nouveaux partenariats par la **Fondation Indosuez en Suisse** en faveur de projets environnementaux ayant un impact à la fois social et économique.
- Soutien de la **Fondation Hëllef fir d'Natur** au Luxembourg visant à soutenir la protection du patrimoine culturel vivant.
- Partenariat avec l'**incubateur WILLA** pour soutenir son programme d'accélération 100% digital JUMP visant à accompagner des entrepreneures francophones grâce à un parcours pédagogique.

TALENTS

- Lancement de l'**Indice de Mise en Responsabilité** (IMR), l'instrument de mesure de la transformation culturelle et managériale du groupe Crédit Agricole.
- Poursuite du plan de transformation managériale : 240 managers formés.



- 32% de **femmes** dans les instances dirigeantes du groupe Indosuez.
- Renforcement de l'accueil des **jeunes** (triple des recrutements de VIE en CDI, premier employeur de VIE en Suisse, stages d'observations...).
- Formation d'une nouvelle promotion de **mentorat** par les membres du Comité de Direction Générale en faveur de 14 collaboratrices.

INNOVATION

- Lancement d'une **plateforme digitale** permettant aux clients en mandat Advisory d'accéder à l'univers d'investissement d'Indosuez.
- Première **signature électronique** émise chez Indosuez au Luxembourg.
- Déploiement de la **double authentification** e-banking via l'application mobile au Luxembourg.
- Lancement de l'**application Indigita** permettant aux collaborateurs d'accéder aux règles de gestion des risques transfrontaliers.
- Formation de 150 collaborateurs à la **méthode agile**.
- Mobilisation des équipes pour une migration réussie de Société Générale Private Banking en Suisse sur la plateforme technologique d'**Azqore** (filiale spécialisée dans l'exécution de systèmes d'information et dans le traitement d'opérations bancaires pour les acteurs de la Gestion de Fortune) en janvier 2023.

RESPONSABILITÉ



- 1^{er} financement **immobilier durable** à Monaco.
- Initiatives multiples destinées à contribuer à la **réduction de notre empreinte carbone** de 30% entre 2019 et 2025 puis de 50% entre 2019 et 2030 sur la consommation d'énergie, la flotte de véhicules et les déplacements professionnels.
- Intégration des **notations ESG** dans les relevés de portefeuilles des clients.

ANNIVERSAIRES

- **100 ans** de CFM Indosuez.
- **10 ans** de la **Fondation Indosuez** en Suisse.
- **20 ans** de Private Equity (EUR 7 milliards d'investissements dans plus de 2 000 sociétés privées en Europe de l'Ouest, en Asie et aux Etats-Unis – Taux de rendement annualisé > 12,9%).

/ Ambitions 2025 : les essentiels du nouveau plan à moyen terme /

L'année 2022 marque le lancement d'un nouveau plan à moyen terme (PMT) dénommé « Ambitions 2025 » qui porte les objectifs du groupe Indosuez pour les 3 prochaines années. À la fois ambitieux et innovant, il est construit pour permettre à Indosuez de répondre aux tendances de fond de son marché et aux évolutions des besoins de ses clients. Il s'agit de poursuivre et progresser pour toujours mieux servir les clients grâce aux initiatives adoptées autour de 6 axes : le projet client, le projet sociétal, le projet humain, le digital et Azqore, la conformité et l'efficacité opérationnelle.

PROJET CLIENT

Répondre de manière organisée et systématique à l'ensemble des besoins en immobilier de nos clients.

Conserver notre leadership sur le Private Equity.

Développer notre offre B2B.

Renforcer la conquête de clients « NextGen ».

Poursuivre la dynamique commerciale engagée afin de répondre à tous les besoins de nos clients.

PROJET SOCIÉTAL

Accompagner nos clients dans la transformation durable de l'économie.

Déployer une offre alignée avec l'engagement net-zéro à horizon 2050 du groupe Crédit Agricole.

Incarner le projet sociétal dans le quotidien de nos collaborateurs pour que tous soient acteurs du changement.

PROJET HUMAIN

Amplifier la transformation de notre culture pour encourager la mise en responsabilité, en proximité et la performance au service de nos clients.

Amplifier nos actions en faveur de la jeunesse, de la mixité et de la diversité.

Développer les compétences de nos collaborateurs au travers de la formation, des mobilités et du pilotage de projets de transformation.

DISPOSITIF DE CONFORMITÉ

Renforcer la conformité dans la chaîne de valeur d'Indosuez afin de répondre aux besoins de nos clients.

DIGITAL & TRANSFORMATION - AZQORE

Encourager l'autonomie de nos clients et l'adoption des outils par nos collaborateurs.

Consolider la position d'Azqore comme acteur de référence et fournisseur de solutions intégrées, technologiques, digitales et opérationnelles pour les banques privées.

EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Renforcer notre efficacité et notre agilité grâce à des process simplifiés et communs.



A hand is shown holding a glass sphere, which acts as a lens reflecting a sunset over a body of water. The background is a soft, out-of-focus sunset sky with warm orange and yellow tones. The reflection in the sphere shows a clear view of the sunset, the water, and the sky, creating a symmetrical effect.

03 /

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
CA INDOSUEZ
WEALTH (EUROPE)



/ Organes de la Banque
CA Indosuez Wealth (Europe)
au 31.12.2022 /

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

JACQUES PROST
Président

OLIVIER CARCY
Administrateur Délégué

JEAN-FRANÇOIS ABADIE
Administrateur

GAÉTAN DES RIEUX
Administrateur

BASTIEN CHARPENTIER
Administrateur

PAULE CELLARD
Administrateur indépendant

JEAN GUILL
Administrateur indépendant

COMITÉ
DE DIRECTION

OLIVIER CARCY
Administrateur Délégué
Président du Comité exécutif

ERIC POLGE
Directeur de la Clientèle

PHILIPPE BOURIN
Secrétaire Général

NICOLAS BAYET
Global Head of Investment Solutions

SOPHIE CHAMPENOIS
Global Head of Structuring & Financing

CYRILLE NAHABEDIAN
Global Head of Capital Markets Solutions

MARIE COGNET
Head of Communication

DIDIER RABEL
Head of Human Resources

ISABELLE WATY
Chief Innovation Officer



/ Message d'Olivier Carcy, Directeur Général de CA Indosuez Wealth (Europe) /

CA Indosuez Wealth (Europe) a poursuivi durant cette année 2022 ses activités de Wealth Management au service de sa clientèle haut de gamme, tant au Luxembourg qu'au travers de ses succursales, belge, espagnole et italienne.

L'année 2022 a été marquée par le passage progressif d'une crise sanitaire à une crise géopolitique et humaine, avec la survenue d'un conflit armé aux portes de l'Europe. Le contexte macroéconomique s'est caractérisé par l'émergence d'un nouveau paradigme avec un retour de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt.

Les marchés actions et obligataires ont par ailleurs été particulièrement difficiles. Dans cet environnement de marché volatil, la Banque a plus que jamais accompagné ses clients dans la gestion de leurs actifs.

Portés par une dynamique commerciale positive, nous avons connu de nombreux succès commerciaux et poursuivi le déploiement de notre offre de services à valeur ajoutée en offrant un accompagnement sur mesure à nos grands clients dans leurs projets.

Indosuez Group a déployé son nouveau Plan à Moyen Terme (PMT) « Ambition 2025 » pour répondre aux besoins en constante évolution de ses clients. Au-delà du développement de notre digitalisation, de notre attention à la nouvelle génération et à l'entrepreneuriat, ce plan s'illustre aussi par la création d'une filière « Immobilier » qui offre une gamme complète de solutions d'investissement, de conseils et de financements immobiliers pour nos clients.

Enfin, pour la deuxième année consécutive, le média international Global Finance nous a décerné le prix « *Best Private Bank in Luxembourg* » récompensant ainsi nos équipes, notre offre au service de nos clients et la réussite de notre projet d'entreprise « Crescendo 2022 ».



Olivier Carcy
Directeur Général
CA Indosuez Wealth (Europe)

/ Le Projet Client /

C

oncernant notre offre de services, nous avons poursuivi la transformation de nos actifs en mandats et accompagné le développement des fonds Indosuez, notamment par la commercialisation de deux fonds obligataires à maturité fixe (« Buy & Watch ») dans un contexte de taux devenu plus favorable pour ces solutions. Nous avons également poursuivi nos efforts d'innovation sur l'investissement responsable. Nous avons notamment collaboré efficacement avec les équipes de CA-CIB afin de commercialiser auprès de notre clientèle un produit structuré vert et solidaire sur le thème de l'eau.

Citons en Espagne le lancement d'un premier fonds innovant, né du partenariat entre la Fondation Repsol et Portobello Capital, qui a permis à nos clients espagnols éligibles d'investir dans la reforestation en Espagne et au Portugal. Au-delà de sa contribution à la lutte contre le changement climatique, ce projet a un impact positif sur la société et l'économie grâce à la création d'emplois dans les zones de l'Espagne dépeuplées où sont effectuées les reforestations, et à la génération de richesse à partir de ressources naturelles, contribuant à renforcer le tissu d'entreprises locales et à dynamiser l'économie des zones rurales.

En Italie, la poursuite du projet Aliante pour le développement des synergies entre notre maison et le Crédit Agricole Italia a encore une fois connu des retours positifs. En s'appuyant sur le fort ancrage de Crédit Agricole Italia et sur la plateforme de produits et services internationaux d'Indosuez, ce projet permet d'accélérer la conquête de la clientèle UHNWI (Ultra High Net Worth Individual). Dans ce

contexte, notre succursale italienne a d'ailleurs été primée par deux distinctions au cours de l'année. La première à l'occasion des Citywire Private Banking Awards 2022 en tant que « Private Banker Veteran », la seconde à l'occasion des Private Banking Awards 2022 organisés par le média italien BFC Media avec la remise du prix « Best Value Generation » pour son modèle de conseil développé et sur-mesure.

2022 nous a permis de réaffirmer nos ambitions digitales, avec le déploiement de WDX, notre nouvel outil CLM (*Client Lifecycle Management*) et CRM (*Client Relationships Management*), projet dans lequel Indosuez Luxembourg est le site pilote pour le groupe Indosuez.

Nous avons également commencé le déploiement de notre nouvelle plateforme Web de contenu qui permet à nos clients bénéficiant de notre service de conseil en investissement de retrouver l'ensemble de nos convictions et recommandations. Cette solution est parfaitement synchronisée avec la solution interne MyAdvisory utilisée quotidiennement par nos banquiers et nos conseillers en investissement.

Nous avons également poursuivi le déploiement de la signature digitale à destination de nos clients.

/ Le Projet Sociétal /

En 2022, le rapport du GIEC publié en février, ainsi que la COP27 du mois de novembre, ont placé les enjeux du dérèglement climatique au devant de la scène. En tant qu'acteur responsable de la place financière, ces enjeux, sociétaux et environnementaux ont été au cœur de nos engagements. Indosuez Wealth Management a donc approfondi l'intégration des critères ESG au sein de son offre de produits et de services. Nous avons par exemple choisi de soutenir Plastic Odyssey pour lutter contre la pollution plastique, via la distribution du produit structuré solidaire Indosuez Blue Cycle.

Être responsable, c'est aussi aider nos clients à construire un patrimoine durable. Nous avons élargi notre offre « verte » au travers de propositions de plus en plus étoffées notamment de gestion et de produits structurés. Nos clients bénéficient désormais, depuis fin décembre 2021, de notations ESG dans leurs relevés de portefeuille pour les actions et obligations et depuis 2022 pour les fonds d'investissement UCITs.

Notre banque a répondu à sa raison d'être, « être utile pour ses clients et pour la société », en déployant de nouvelles actions en 2022, en particulier au côté d'associations luxembourgeoises. Le programme de mécénat de compétences construit avec Caritas a été proposé à nouveau à nos collaborateurs, de plus en plus nombreux à y participer. Un événement « Citizen Day » en partenariat avec la Fondation Hëllef fir d'Natur leur a permis de s'engager pendant une journée en faveur de la biodiversité au Luxembourg. Les ruches mises en place avec CACEIS ont permis de produire du miel mis en pot et offert aux

collaborateurs et ont pu accueillir davantage d'abeilles en 2022. Enfin, pour la deuxième année consécutive, les collaborateurs ont été conviés à participer à « L'euro solidaire » en acceptant un prélèvement mensuel sur leur salaire en faveur de l'association Kriibskrank Kanner qui accompagne au quotidien les familles d'enfants atteints d'un cancer ou d'une maladie rare à danger vital. En 2022, la collecte, accompagnée de campagnes de dons ponctuels, a permis de financer l'accompagnement au quotidien près de 225 enfants et leurs familles, en offrant un service administratif et financier, du soutien psychologique et social et des activités pédagogiques et récréatives.

/ Le Projet Humain /

Dans un contexte post-covid, le phénomène « Grande démission » caractérisé concrètement par des mobilités géographiques hors du Luxembourg et des reconversions hors du secteur financier s'est observé sur la place de Luxembourg et de façon mesurée au sein de notre Maison. L'attractivité de la place et la rétention des talents sont des enjeux clés dans ce contexte.

L'utilisation des jours de télétravail et des sites de bureaux aux frontières est désormais totalement intégrée dans les pratiques de nos collaborateurs, au bénéfice d'un meilleur équilibre vie privée et vie professionnelle. En 2022, l'ensemble des postes de travail de nos équipes a pu passer en *flex-office* grâce au *plug and connect*, facilitant les mouvements à anticiper dans le cadre du projet NEO pour les travaux de notre bâtiment principal à venir en 2023 et 2024.

Toujours dans une démarche d'amélioration du bien-être au travail, nous avons renouvelé l'opération « Le mois de la santé » en septembre.

Pour aller plus loin, avec l'objectif de renforcer encore la fierté d'appartenance et la fidélisation de nos collaborateurs, une nouvelle initiative, « Indolife » a été lancée en septembre au Luxembourg, menée par un groupe de volontaires provenant de différents services, organisant des moments de rencontre et de convivialité au bénéfice des collaborateurs autour du sport (dont le-sport), de la culture, de l'éducation et de l'engagement sociétal. En 2022, ces événements ont concerné près de 200 collaborateurs.

Sur le plan des Ressources Humaines, notre dispositif de formation a été renforcé. Au-delà des formations réglementaires obligatoires, de nombreux programmes ont été proposés aux collaborateurs et aux managers sur différentes thématiques telles que les « soft skills », le management, les enjeux environnementaux.

Enfin, au mois de décembre et sur décision du Groupe, le congé paternité de 20 jours a été mis en place au Luxembourg, prolongeant de 10 jours le congé disponible auparavant.

/ En conclusion /

L'année 2022 a donc été caractérisée par beaucoup de réalisations dans tous les domaines et dans nos quatre implantations. Le dynamisme de l'activité et l'engagement de nos équipes nous permettent d'envisager 2023 avec ambition et détermination, au service de nos clients européens.

Sur le plan financier nous avons montré des performances significatives, affichant une forte augmentation des résultats consolidés et une contribution en hausse de chacune des entités, Luxembourg, Belgique, Espagne et Italie.

Par ailleurs, Indosuez Luxembourg a confirmé en 2022 son rôle de centre d'expertise et de services pour l'ensemble du groupe Indosuez.

Enfin, en qualité de nouveau Chief Executive Officer d'Indosuez Europe et Senior Country Officer du groupe Crédit Agricole au Luxembourg depuis le 1^{er} décembre 2022, je tiens à remercier et féliciter sincèrement Olivier Chatain à qui je succède, qui a mené avec succès la transformation d'Indosuez Europe ces 8 dernières années.

/ Les évolutions du bilan /

Sur un total de bilan de 15,1 milliards d'euros au 31 décembre 2022, les dépôts de la clientèle représentent 8,00 milliards d'euros et le financement interbancaire atteint 6,40 milliards d'euros dont 4,99 milliards d'emprunt auprès de la BCL dans le cadre du TLTRO III.

Quant à l'actif du bilan, les créances sur les établissements de crédit sont, à fin décembre 2022, de 8,50 milliards d'euros (dont un impact dû au TLTRO de 5,00 milliards de repurchase loan envers CA-CIB) et les créances sur la clientèle ressortaient à 3,55 milliards d'euros.

Les fonds propres de la Banque au 31 décembre 2022 s'élevaient à 536 millions d'euros, résultat net de l'exercice inclus, contre 459 millions d'euros à fin 2021.

La banque n'a pas procédé à des rachats de ses propres actions. Elle n'a pas eu d'activité en matière de recherche et développement.

RENDEMENT DES ACTIFS

Au 31 décembre 2022, le rendement des actifs de CA Indosuez Wealth (Europe) s'élève à 0,55%. Le rendement des fonds propres s'élève à 15,4% en 2022 contre 1,4% en 2021.

L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Le bénéfice de l'exercice 2022 s'établit à 82.374.964 euros après impôts, face à 6.190.992 euros en 2021, soit une amélioration de 1231%.

Le résultat intègre une contribution positive de l'entité luxembourgeoise de 85.233.717 euros, une contribution positive de 1.374.924 euros de la succursale belge, une contribution négative de 2.001.048 euros de la succursale espagnole, et une contribution négative de 2.858.753 euros de la succursale italienne.

CA Indosuez Wealth (Europe) a procédé, en novembre 2022, à la dissolution de sa filiale Financière Lumis SAS. Cette opération a généré une plus-value de 56.103.364 euros dans les comptes 2022. Ainsi, sans cet élément exceptionnel, le résultat de l'exercice 2022 se traduit par un bénéfice de 26.271.600 euros.

Le solde du report à nouveau ressortait à 3.534.180 euros après affectation du résultat 2021. Les réserves relatives à l'impôt sur la fortune de l'exercice 2017 ont pu être libérées pour un montant de 3.700.000 euros. Le bénéfice disponible s'élève ainsi à 89.609.145 euros.

Il est proposé à l'Assemblée des actionnaires de doter la réserve légale de 4.118.748 euros, de doter la réserve spéciale, relative à l'impôt sur la fortune de l'exercice 2023 à hauteur de 10.500.000 euros, de procéder à la distribution d'un dividende de 25.000.000 euros, et de reporter à nouveau 49.990.396 euros.

/ Information sur les risques /

STRATÉGIE D'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

La politique de la Banque est de ne pas être exposée à des risques de marché.

Les positions en devises et taux d'intérêt font l'objet d'une couverture systématique auprès de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB), dans le cadre des limites de risque fixées par le Groupe. La Banque ne possède pas de portefeuille de négociation et est soumise au ratio de solvabilité simplifié en l'absence de risques de marché.

Au 31 décembre 2022, la Banque est engagée dans des opérations clientèle sur les instruments suivants : dérivés OTC (Forex, Equity...) et dérivés listés (Options...); elle couvre systématiquement et en totalité ses opérations sur instruments dérivés, prioritairement auprès du Groupe, ainsi qu'auprès de contreparties financières de première catégorie, dans le cadre des dispositions EMIR.

La Banque n'est pas active sur les marchés des dérivés de crédit.

Les informations quantitatives sur les instruments financiers figurent dans la note 3 de l'annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022.

POLITIQUE ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La gestion du risque de liquidité de CA Indosuez Wealth (Europe) est régie par le corpus de normes de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole. Ces normes sont complétées par des normes spécifiques à l'activité de CA-CIB.

Les objectifs principaux consistent à :

- › veiller à la disponibilité du niveau adéquat de liquidité tant à court terme en situation de crise qu'à moyen terme, pour assurer la pérennité des activités commerciales ;
- › sécuriser les marges commerciales du Groupe contre une variation des prix d'accès à la liquidité.

Le département de la gestion Actif-Passif a la responsabilité de la gestion du risque de liquidité sur la base des décisions de l'organe délibérant, le Conseil d'Administration de CA Indosuez Wealth (Europe) validant le dispositif d'encadrement et de gestion du risque de liquidité.

Le département de gestion Actif-Passif suit notamment l'évolution de la liquidité ainsi que le portefeuille de titres de haute qualité et liquidité (HQLA). La définition des grilles de facturation / rémunération interne est effectuée par le Comité de Gestion Actifs / Passifs « Ressources Rares » de CA-CIB.

Enfin, la Direction des Risques de Marché (MCR) de CA-CIB valide les modèles et méthodologies des indicateurs de liquidité et participe à la définition des limites Court Terme. MCR produit quotidiennement des indicateurs de liquidité court terme (notamment les stress tests de liquidité) et suit la consommation de limites de liquidité à court terme avec la présence au Luxembourg d'une équipe spécialement dédiée à CA Indosuez Wealth (Europe).

En termes de ratios réglementaires au 31.12.2022 :

- › Le LCR ("Liquidity Coverage Ratio") s'élève à 245%.
- › Le NSFR ("Net Stable Funding Ratio") s'élève à 151%.

Ces ratios réglementaires sont complétés mensuellement par les ALMM (Additional Liquidity Monitoring Metrics), reportings réglementaires permettant aux autorités compétentes d'obtenir une vision compréhensible du profil de risque de liquidité de CA Indosuez Wealth (Europe).

RISQUE DE CONTREPARTIE

L'intégralité de la trésorerie est placée dans le groupe CASA / CA-CIB, à l'exception de dépôts résiduels résultant du solde de ses flux commerciaux quotidiens auprès d'établissements de premier plan gérant ces flux. Le département Capital Markets Solutions traite avec des contreparties financières de première catégorie, dans le respect des limites de contrepartie allouées par CA-CIB.

RISQUE D'INTÉRÊTS

Les opérations de trésorerie sont gérées dans le respect des limites en risque de taux autorisés par CA-CIB. Des décalages sont gérés jusqu'à douze mois dans le strict respect de la limite « Value at Risk » fixée par notre maison-mère.

RISQUE DE CHANGE

Les opérations de change sont effectuées pour le compte de la clientèle privée avec le groupe CA-CIB, dans le respect des limites autorisées.

RISQUE DE CRÉDIT

Historiquement, le crédit est un produit d'accompagnement permettant de fidéliser les liens avec les clients ou d'optimiser leurs actifs. Le crédit, notamment pour la très grande clientèle, est devenu une composante stratégique de l'offre, qui doit cependant concourir à la création d'une relation durable fondée sur la détention d'actifs.

Ainsi, si l'on peut envisager d'ouvrir une relation sur la base d'un crédit avec un client de potentiel important, il sera nécessaire qu'un ensemble de motifs, clairement exprimés par le Responsable de Relation, permette d'avoir la conviction qu'une relation de nature Banque Privée suivra rapidement. A ce titre, lors du premier renouvellement du crédit, le Responsable de Relation devra confirmer l'existence d'une relation Banque Privée. De surcroît, l'adossement du crédit à des actifs réels demeure un principe général à respecter.

Ces activités de crédit s'inscrivent dans une stratégie des risques définie par CA Indosuez et CA-CIB.

RISQUE OPÉRATIONNEL ET AUTRES RISQUES

Cette catégorie comprend tous les autres risques non cités ci-dessus. Le risque opérationnel est, quant à lui, géré quotidiennement par tous les employés traitant des opérations dans le cadre de procédures strictes. En cas d'incident, le département des Contrôles Permanents s'assure de la bonne fin des dossiers et des mesures correctrices mises en place. Les risques déontologiques ou de sécurité financière et les risques juridiques sont suivis respectivement par le département Compliance et par le département juridique dans le cadre, entre autres, de comités spécifiques.

Par ailleurs, la Banque a développé un système visant à encadrer et décentraliser au niveau des responsables d'activité le contrôle direct du respect, au sein des équipes, des règles et procédures qui leur sont applicables en vue de garantir une maîtrise des risques. Ce dispositif est applicable à la totalité des départements de notre Banque ainsi que dans nos succursales en Belgique, Espagne et Italie.

MODE DE GESTION DES RISQUES

La gestion et le contrôle des risques de crédit sont placés sous la responsabilité de l'antenne locale du RPC (Risk and Permanent Control) de CA Indosuez pour sa composante « risques de contrepartie » de la clientèle. Le suivi des « risques permanents », dont font partie entre autres les risques opérationnels, est notamment assuré par le département des Contrôles Permanents.

LES DÉCISIONS DE CRÉDIT

Les décisions de crédit sont prises en appliquant le principe de la double signature. Une délégation en matière de pouvoir de crédit est donnée au Front Office qui fait la proposition et s'engage sur ses demandes de crédit, charge à un membre de la direction des Risques et Contrôles Permanents, disposant d'une signature « risques », d'émettre un avis favorable (le cas échéant sous conditions) et d'apposer une seconde signature validant ainsi la demande. En cas d'avis défavorable, le dossier pourra être transmis à un niveau supérieur pour décision dans le cadre d'une procédure d'appel. Un système de workflow électronique permettant une traçabilité totale des interventions a été déployé pour les entités luxembourgeoise et ses succursales.

Les expositions du portefeuille de crédits sont affectées à des portefeuilles bâlois « tiers » et « opération » et éligibles à la méthodologie de calculs des fonds propres en approche IRB-A. Il permet de déterminer en continu les exigences de fonds propres et contribue à la fixation d'un prix justifié des opérations.

LES POUVOIRS DE CRÉDIT

Les pouvoirs de crédit locaux sont limités aux seules activités de la Banque Privée. Les risques de contrepartie directs ou indirects sur les banques et autres institutions financières sortent du champ d'application des délégations locales et doivent être autorisés par la Direction des Risques de CA-CIB. Toutefois, certaines opérations de type « corporate » peuvent être logées dans les livres de la Banque dans le cadre du périmètre des activités validées par CA-CIB et avec son autorisation expresse.

/ Les Ressources Humaines /

Au cours de l'année 2022, la Direction des Ressources Humaines a été particulièrement active sur le recrutement de nouveaux collaborateurs afin de porter le développement. Comme les années précédentes, la Direction des Ressources Humaines a été vigilante sur la maîtrise de la masse salariale. Le plan de formation réglementaire a été mené à bien, s'organisant à la fois avec des sessions à distance mais aussi des sessions en présentiel.

Au 31 décembre 2022, l'effectif CDI et CDD s'élevait à 359,88 ETP à Luxembourg dont 9 CDD. Les succursales comptaient 38 ETP en Belgique (dont 0 CDD), 105,4 ETP en Italie (dont 2 CDD) et 74,54 ETP en Espagne (dont 1 CDD).

L'effectif total de CA Indosuez Wealth (Europe) s'élevait donc à 577,82 ETP au 31/12/2022 dont 565,82 ETP en CDI et 12 ETP en CDD.



INFORMATIONS NON FINANCIÈRES ET INFORMATIONS RELATIVES À LA DIVERSITÉ

La loi française du 23 juillet 2016 concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes (ci-après « Loi NFR ») s'applique au Groupe depuis l'exercice financier 2017. Cette loi impose aux entreprises concernées, dont les banques, de publier dans leur rapport de gestion ou dans un rapport séparé des informations pertinentes sur leurs politiques, les risques liés et les résultats obtenus en ce qui concerne les questions sociales, d'environnement, de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption, ainsi que de diversité dans la composition de leurs Conseils d'Administration ou de Surveillance.

Conformément aux dispositions de la Loi NFR, CA Indosuez Wealth (Europe) est toutefois dispensée d'une telle publication en raison de l'émission d'un rapport consolidé par sa maison-mère Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Ledit rapport, intitulé « Document de référence », est accessible sur le site internet de CA-CIB à l'adresse suivante :

<https://www.ca-cib.fr/nous-connaitre/elements-financiers/rapports-dactivite-documents-denregistrement-universe/>

Depuis 2019, CA Indosuez Wealth (Europe) publie également ses initiatives en faveur d'un développement plus durable et d'une économie plus responsable dans le rapport de développement durable du groupe Indosuez. Ce rapport est accessible à l'adresse suivante :

<https://ca-indosuez.com/fr/a-la-une/actualites/indosuez-se-mobilise-a-l-occasion-de-la-sedd-et-publie-son-rapport-rse>

/ Chiffres clés 2022 /

(valeur comptable – en EUR)	31/12/22	31/12/21
Bilan	15 077 M	14 151 M
Capitaux propres	536 M	459 M
Bénéfice net	82,4 M	6,2 M
Effectifs fin d'année	578	623
Ratio de Solvabilité (COREP)	23%	17%
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	15,4%	1,4%

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Au Conseil d'Administration de
CA Indosuez Wealth (Europe)
Société Anonyme
39, allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CA Indosuez Wealth (Europe) (la « Banque ») comprenant le bilan au 31 décembre 2022 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlement, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Banque conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (« Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Éléments clés de l'audit	Comment ces éléments clés ont-ils été adressés durant notre audit
<p>Évaluation des corrections de valeur sur créances douteuses</p> <p>L'activité de crédits à la clientèle constitue une composante stratégique de l'offre de la Banque à sa clientèle non bancaire.</p> <p>La politique de la Banque est de constituer des corrections de valeur spécifiques sur toutes les créances douteuses et irrécupérables résultant de cette activité. Le montant des corrections de valeur correspond à la différence positive entre la valeur comptable brute des créances concernées et leur valeur recouvrable estimée. La Banque réexamine régulièrement et au moins trimestriellement tous ses actifs et apprécie s'il existe une quelconque indication qu'une créance a pu se déprécier.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des corrections de valeur associées aux crédits accordés à la clientèle constitue un élément clé de l'audit. En effet, la détermination de ces corrections de valeur requiert l'exercice de jugement compte tenu du caractère complexe et subjectif que comportent l'estimation des flux futurs de trésorerie, l'évaluation des garanties reçues, le cas échéant, et la détermination des taux de provisionnement. Cet élément est d'autant plus important que les créances sur la clientèle constituent une composante importante du total bilan de la Banque.</p> <p>Au 31 décembre 2022, les créances sur la clientèle s'élèvent à EUR 3.548,9 millions (soit 23,8% du total du bilan à cette même date), compte tenu de corrections de valeur constatées pour EUR 14,3 millions.</p> <p><i>Se référer à la note 3 de l'annexe aux états financiers.</i></p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place au sein de la Banque pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des corrections de valeur à comptabiliser.</p> <p>Nous avons testé la correcte application des procédures de contrôle en la matière. Ceci a inclus notamment les contrôles en relation avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le processus d'identification du caractère sensible, douteux des créances ; - Le processus de suivi des dépassements et des garanties devenues insuffisantes ; - La revue et l'approbation par les comités compétents des corrections de valeur à constituer, à utiliser ou à reprendre ; - Le processus d'évaluation des garanties reçues, le cas échéant, en couverture des crédits accordés ; - La détermination des corrections de valeur spécifiques compte tenu du critère de qualité attribué à la contrepartie et des flux de trésorerie futurs estimés. <p>Nous avons effectué des procédures d'audit substantives sur un échantillon de crédits dépréciés. Nous avons examiné de manière critique les hypothèses retenues par la Banque pour la détermination des corrections de valeur.</p> <p>Par ailleurs, sur base d'un échantillon de crédits non dépréciés, échantillon constitué d'éléments clés et d'éléments sélectionnés par jugement, nous avons examiné de manière critique les évidences rassemblées par la Banque lui permettant de considérer ces créances comme non douteuses.</p>

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Banque à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par le Conseil d'Administration en date du 11 décembre 2020 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 16 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

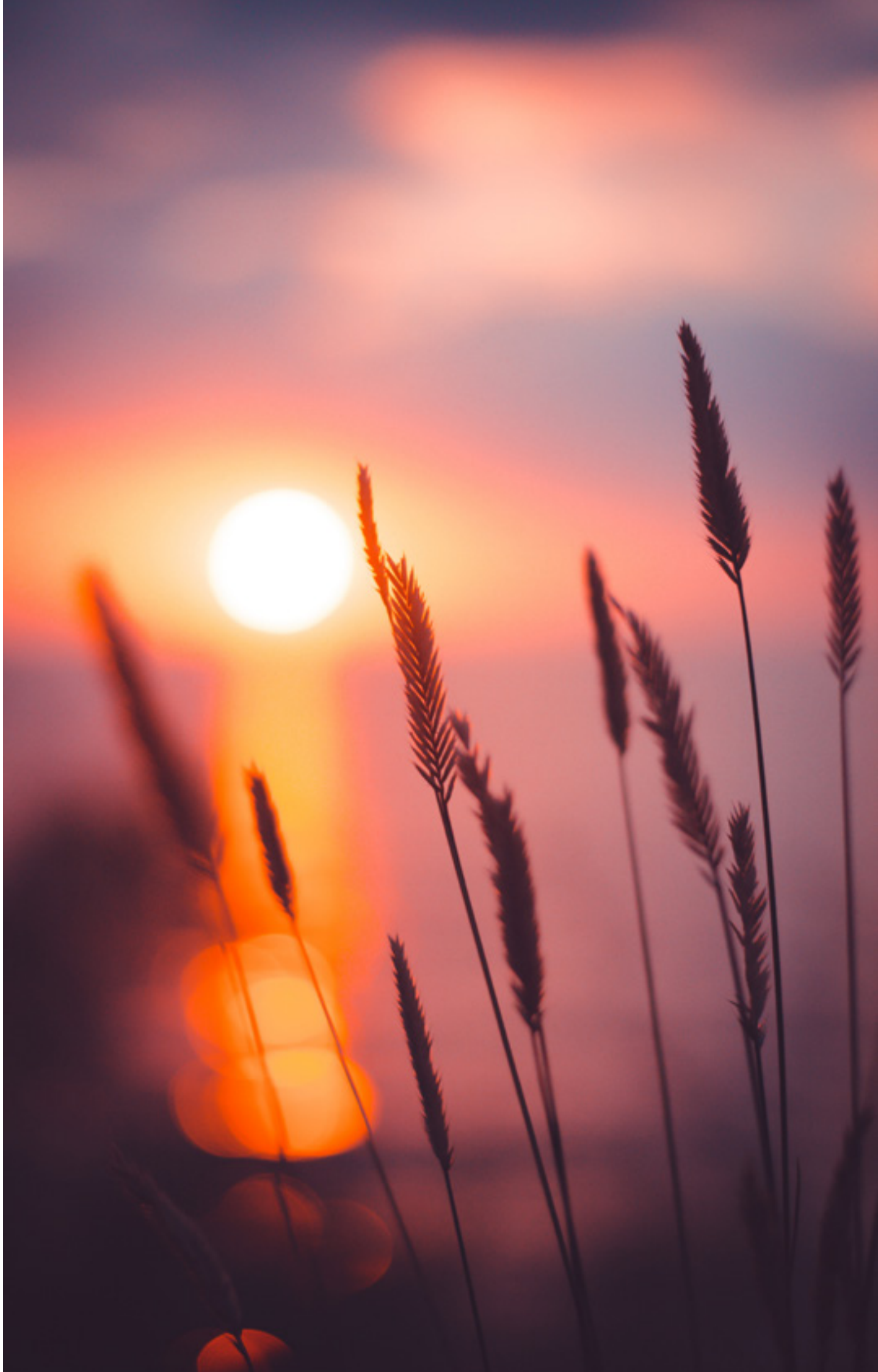
Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Banque au cours de l'audit.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé



Dorian Rigaud

Luxembourg, le 30 mars 2023





04/

COMPTES
ANNUELS
CA INDOSUEZ
WEALTH (EUROPE)



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

ACTIF

(exprimé en EUR)	Notes	2022	2021
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	3,4	2.808.269.379	2.955.508.552
Créances sur les établissements de crédit	3,12		
À vue		396.874.408	238.477.141
Autres créances		8.105.553.117	6.759.855.443
		8.502.427.525	6.998.332.584
Créances sur la clientèle	3,12, 23.2	3.548.947.852	3.654.656.277
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3, 5, 6		
D'émetteurs publics		8.847	15.236.250
		8.847	15.236.250
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3, 6	185.184	103.689
Participations	6, 8	39.643	41.065
Parts dans des entreprises liées	6, 7, 8	20.648.955	372.165.309
Actifs incorporels	9	14.706.573	11.804.861
Actifs corporels	10	9.012.923	9.165.974
Autres actifs	11	83.816.175	77.843.670
Comptes de régularisation		89.418.953	56.135.593
Total de l'actif		15.077.482.009	14.150.993.824

PASSIF

(exprimé en EUR)	Notes	2022	2021
Dettes envers des établissements de crédit	3, 12		
À vue		182.206.444	93.266.121
À terme ou à préavis		6.220.458.738	6.131.574.127
		6.402.665.182	6.224.840.248
Dettes envers la clientèle	3, 12		
Autres dettes			
À vue		4.283.531.945	6.622.236.353
À terme ou à préavis		3.716.022.149	729.102.703
		7.999.554.094	7.351.339.056
Autres passifs	14	35.728.880	32.205.137
Comptes de régularisation		50.928.129	29.613.219
Provisions			
Provisions pour impôts	22.3	1.877.710	-
Autres provisions	15	48.725.380	52.368.494
		50.603.090	52.368.494
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	16	2.075.356	2.075.356
Capital souscrit	17, 19	415.000.000	415.000.000
Réserves	18, 19	35.018.134	38.308.584
Résultats reportés	19	3.534.180	(947.262)
Résultat de l'exercice	19	82.374.964	6.190.992
Total du passif		15.077.482.009	14.150.993.824

HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

(exprimé en EUR)	Notes	2022	2021
Passifs éventuels	3, 20.1	94.954.213	96.811.511
Dont :			
Cautionnements et actifs donnés en garantie		94.954.213	96.811.511
Engagements	3, 20.2	7.172.715.306	6.328.721.246
Opérations fiduciaires		22.454.229	15.960.030

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

CHARGES

(exprimé en EUR)	Notes	2022	2021
Intérêts et charges assimilées		46.867.742	27.805.125
Dont :			
Intérêts et charges assimilés sur valeurs mobilières à revenu fixe		18.211	-
Commissions versées		22.274.097	14.263.213
Frais généraux administratifs			
Frais de personnel dont :	23	84.871.679	68.232.779
Salaires et traitements		70.320.903	57.824.334
Charges sociales		9.388.110	6.489.768
Dont :			
Charges sociales couvrant les pensions		3.974.328	2.238.529
Autres frais administratifs	24	70.904.706	55.333.515
		155.776.384	123.566.294
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	9,10	4.423.958	2.931.058
Autres charges d'exploitation	22.1	7.067.518	3.661.396
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements		2.946.101	2.302.476
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	8	-	11.081.770
Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires	22.4	4.816.133	-
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	22.4	-	129.615
Bénéfice de l'exercice		82.374.964	6.190.992
Total des charges		326.546.897	191.931.939

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

PRODUITS

(exprimé en EUR)	Notes	2022	2021
Intérêts et produits assimilés		119.468.260	65.552.664
Dont :			
Intérêts et charges assimilés sur valeurs mobilières à revenu fixe		-	31.896
Revenus de valeurs mobilières			
Revenus de participations		68.289	68.289
Revenus de parts dans des entreprises liées		1.313.682	964.550
		1.381.971	1.032.839
Commissions perçues	21	118.435.325	95.061.098
Résultats provenant d'opérations financières	22.2	73.823.811	15.391.739
Reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements		776.035	2.764.955
Autres produits d'exploitation	22.3	12.204.529	12.128.644
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	22.4	456.966	-
Total des produits		326.546.897	191.931.939

/ Annexe

au 31.12.2022 /

NOTE 1 – GÉNÉRALITÉS

Crédit Agricole Luxembourg S.A. (ci-après la « Banque » ou « CAL ») a été constituée le 28 février 2003, suite à l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. (ci-après « CAIL »), du projet de scission de CAIL, approuvé le 10 janvier 2003 par le Conseil d'Administration de CAIL.

CAIL avait été constitué au Grand-Duché de Luxembourg en date du 19 juillet 1989 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

La scission de CAIL a été effectuée par l'apport de l'ensemble de son patrimoine au 28 février 2003 avec effet rétroactif au 1 janvier 2003, activement et passivement à Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. et à Crédit Agricole Investor Services Bank Luxembourg S.A.

Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. a ainsi repris les activités classiques de prestations de services à une clientèle privée comme notamment la tenue de compte, l'octroi de crédit, la conservation de titres, la gestion de portefeuille, le conseil en investissement ainsi que les activités annexes à celles-ci.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 1 juillet 2005, Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. a procédé à la fusion par absorption au 1 juillet 2005, avec effet rétroactif au 1 janvier 2005, de sa filiale Crédit Lyonnais Luxembourg S.A. L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé à cette même date de changer la dénomination de Crédit Agricole Indosuez Luxembourg en Crédit Agricole Luxembourg S.A.

Comme mentionné dans la constatation de fusion devant notaire du 26 avril 2008, Crédit Agricole Luxembourg S.A. a procédé à la fusion par absorption au 26 avril 2008, avec effet comptable au 1 janvier 2008, de sa filiale Crédit Agricole Luxembourg Bank S.A. (ci-après « CALB »).

Le 3 novembre 2011, la Banque est devenue une filiale de Crédit Agricole Private Banking par apport des 195.480 actions constituant le capital social de la Banque détenues par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, une banque de droit français.

Le 6 juillet 2012, la Banque a créé une succursale en Espagne sous le nom de Crédit Agricole Private Banking España). Cette dernière a repris en octobre 2012 un fonds de commerce de banque privée de la succursale espagnole de Crédit Agricole Corporate and Investment Banking (« CA-CIB »). La contribution au total du bilan s'élève à EUR 295 millions, soit 2,0% du bilan de la Banque au 31 décembre 2022. L'impact sur le résultat net 2022 de la Banque est de EUR (2.001.048).

Le 12 avril 2013, la Banque a procédé à une fusion transfrontalière avec sa filiale Crédit Agricole Van Moer Courtens et a créé la succursale Crédit Agricole Private Banking Belgique. Sa contribution au total du bilan s'élève à EUR 228 millions, soit 1,5% du bilan de la Banque au 31 décembre 2022. L'impact sur le résultat net 2022 de la Banque est de EUR 1.374.924.

Le 9 décembre 2014, la Banque a créé une succursale en Italie sous le nom de Crédit Agricole Private Banking Italia. En octobre 2019, cette succursale a procédé à un transfert d'actifs à la filiale de la Banque CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A.. Cette succursale a été fermée en 2020.

Courant 2015, la Banque a procédé à une fusion-absorption de ses filiales CAGP Belgium et Jumillia.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 15 janvier 2016 a décidé de changer la dénomination sociale de Crédit Agricole Luxembourg en CA Indosuez Wealth (Europe).

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 19 décembre 2016, la Banque a procédé à la fusion par absorption au 19 décembre 2016, sans effet rétroactif, de sa filiale CA Indosuez Wealth (Global Structuring) S.A.

La Banque a procédé à la fusion par absorption au 11 décembre 2020, sans effet rétroactif, de sa filiale CA Indosuez (Insurance Brokerage) S.A.

Le 6 décembre 2021, la Banque a créé une succursale en Italie sous le nom de CA Indosuez Wealth (Europe), Italy Branch. Cette succursale est issue de la liquidation de la filiale de la Banque CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A. par incorporation de l'ensemble des actifs et des passifs de la filiale dans la succursale. La contribution au total du bilan s'élève à EUR 597 millions, soit 4,0% du bilan de la Banque au 31 décembre 2022. L'impact sur le résultat net 2022 de la Banque est de EUR (2.858.967).

Le siège social de la Banque est établi à L-2520 Luxembourg, 39 allée Scheffer.

Consolidation dans le groupe CA-CIB

La Banque est une filiale de Crédit Agricole Private Banking, une banque de droit français. À ce titre, les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes consolidés établis par Crédit Agricole CIB, eux-mêmes intégrés dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole S.A. Les comptes consolidés peuvent être obtenus auprès du siège social de Crédit Agricole CIB, 12, place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées par la Banque sont les suivantes :

2.1. BASE DE PRÉSENTATION

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et la Commission de Surveillance du Secteur Financier, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La Banque est, sur base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2022. Par conséquent, en conformité avec la loi du 17 juin 1992 telle que modifiée, ces comptes ont été établis sur une base non consolidée.

2.2. CONVERSION DES DEVICES ÉTRANGÈRES

Les comptes annuels sont exprimés en euro (EUR). La Banque utilise la méthode de la comptabilité plurimonnaire qui consiste à enregistrer toutes les transactions en devises autres que celle du capital dans la ou les monnaies de ces transactions. Les produits et charges sont convertis en devise du capital aux cours de change applicables le jour de leur réalisation.

2.2.1. Opérations au comptant

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis dans la devise du capital au cours de change au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

Toutefois, les participations, les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations financières ainsi que les actifs corporels et incorporels qui ne sont pas couverts sur le marché au comptant ou à terme sont convertis dans la devise du capital aux cours en vigueur à la date de leur acquisition.

Les opérations en devises étrangères au comptant non encore dénouées sont converties dans la devise du capital aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

2.2.2. Opérations à terme

Les opérations en devises étrangères à terme non encore dénouées sont évaluées à la fin de l'exercice dans la monnaie du capital aux cours à terme pour l'échéance restant à courir à la date de clôture du bilan.

Les pertes de change non réalisées sur des opérations à terme non dénouées non couvertes sont comptabilisées en compte de profits et pertes sur la base des cours à terme pour les échéances

correspondantes. Les gains de change non réalisés sur des opérations à terme non couvertes ne sont pas comptabilisés.

Pour les opérations de change à terme couvertes, les résultats d'évaluation négatifs sont compensés avec les résultats d'évaluation positifs constatés antérieurement. Une provision est constituée pour couvrir les pertes non compensées.

2.2.3. Gains et pertes de change

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant couverts à terme et sur les postes à terme couverts au comptant sont neutralisés dans les comptes de régularisation. Les différences entre les cours de change au comptant et à terme (report, déport) sont comptabilisées en compte de profits et pertes prorata temporis pour les opérations swaps liées à des postes de bilan.

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant non couverts à terme sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

Les principaux taux utilisés aux 31 décembre 2022 et 2021 sont :

	31.12.2022	31.12.2021
EUR/USD	1,0666	1,1334
EUR/CHF	0,9847	1,033
EUR/GBP	0,8869	0,8403

2.3. CRÉANCES

Les créances sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition, les intérêts courus et non échus étant enregistrés dans les comptes de régularisation à l'actif. La politique de la Banque est de constituer, selon les circonstances et pour les montants déterminés par les organes responsables, des corrections de valeur spécifiques pour couvrir le risque de pertes et de non-recouvrement sur les créances détenues, jugées douteuses. Ces corrections de valeur sont déduites des postes d'actif concernés et ne sont plus maintenues si les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.4. DETTES

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

2.5. ÉVALUATION DES VALEURS MOBILIÈRES

Pour des raisons d'évaluation, la Banque a réparti ses valeurs mobilières en trois catégories de portefeuille :

2.5.1. Portefeuille des immobilisations financières

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à

leur échéance ainsi que des participations et parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations financières.

Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont enregistrées à leur prix d'acquisition dans leur devise d'origine. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

Les différences positives (agios) et négatives (disagios) entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement sont enregistrées linéairement en compte de profits et pertes sur la durée de vie résiduelle des actifs concernés.

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Banque ne possède pas de valeurs mobilières à revenu fixe classées dans ce portefeuille.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition et dans la devise du capital de la société émettrice. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

Sont considérées comme entreprises liées, les entreprises entre lesquelles une influence dominante est exercée directement ou indirectement. Les participations comprennent les parts dans le capital d'autres entreprises destinées à contribuer à l'activité de l'entreprise par la création d'un lien durable.

2.5.2. Portefeuille de négociation

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe et variable qui sont acquises avec l'intention de les revendre à brève échéance. Ce sont des titres qui sont négociables sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée et dont les prix de marché sont constamment accessibles aux tiers.

Les titres du portefeuille de négociation figurent au bilan à la valeur de marché s'il s'agit de valeurs mobilières à revenu fixe cotées ou au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché s'il s'agit d'actions ou d'autres valeurs mobilières.

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Banque ne possède pas de portefeuille de négociation.

2.5.3. Portefeuille de placement

Il est composé de titres acquis dans un but de placement ou de rendement, ou dans le but de constituer une certaine liquidité sur le marché secondaire. Il comprend également les titres ne répondant pas aux critères des deux catégories précédentes.

Les titres du portefeuille de placement figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Les agios (différences positives entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis linéairement.

2.5.4. Coût d'acquisition des valeurs mobilières de même catégorie

L'évaluation des valeurs mobilières de même catégorie est basée sur la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

2.6. ACTIFS IMMOBILISÉS AUTRES QUE LES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les actifs immobilisés autres que les immobilisations financières sont enregistrés au coût d'acquisition historique. Le coût d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Le coût d'acquisition des actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps est diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments sur leur durée d'utilisation estimée.

En cas de dépréciation durable, les éléments immobilisés dont l'utilisation est ou non limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeur sont reprises lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.6.1. Actifs incorporels

Les actifs incorporels autres que les fonds de commerce sont amortis linéairement au taux annuel de 33%. Les fonds de commerce sont amortis sur une période de 5 ans.

2.6.2. Actifs corporels

Les actifs corporels, autres que les terrains, sont amortis linéairement sur base des durées d'utilisation estimées aux taux suivants :

Constructions	2,5% à 10%
Installations techniques et machines	10%
Autres installations, outillage et mobilier	10% à 20%
Matériel informatique	20% à 33%

2.7. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

2.7.1. Swaps de taux d'intérêt

Les instruments financiers à terme portant sur des échanges de taux d'intérêt, principalement des IRS (« Interest Rate Swaps »), traités sur le marché de gré à gré et non affectés à des actifs ou passifs déterminés sont évalués au prix de marché. Les moins-values latentes sont enregistrées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont négligées.

Les IRS qui sont traités sur le marché de gré à gré et conclus dans le cadre de la couverture des positions de taux de la Banque ne font pas l'objet d'une évaluation au prix de marché.

2.7.2. Options

Pour les options traitées sur le marché de gré à gré et qui ne sont pas affectées à des actifs ou des passifs déterminés, les primes payées ou perçues sont enregistrées au bilan jusqu'à l'exercice de l'option ou jusqu'à l'échéance. Les engagements sur options émises sont enregistrés dans les postes d'hors-bilan. Les options contractées dans un but de couverture ne sont pas réévaluées.

Les options qui n'ont pas été contractées dans un but de couverture sont évaluées à leur valeur de marché. Les pertes latentes sur les positions ouvertes ainsi que les pertes nettes latentes sur les positions fermées sont provisionnées. Les gains ne sont comptabilisés qu'à la date d'exercice ou d'échéance.

Les options traitées sur le marché organisé en couverture d'opérations sur options de sens inverse conclues également sur marché organisé et présentant des caractéristiques identiques, sont traitées comme suit : la position sur ces instruments étant fermée, le résultat dégagé sur les primes encaissées et payées est enregistré en compte de profits et pertes.

2.8. Provision forfaitaire

La politique de la Banque consiste à constituer, en accord avec les dispositions de la législation luxembourgeoise, une provision forfaitaire calculée sur base des actifs à risque pondérés constituant le dénominateur du ratio de solvabilité. Par convention, la provision forfaitaire calculée est déduite du poste « Créances sur les établissements de crédit - Autres créances ». Celle-ci s'élève au 31 décembre 2022 à EUR 11.510.793 (2021 : EUR 11.510.793).

NOTE 3 – UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

3.1. ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

3.1.1. Information sur les instruments financiers primaires

Les tableaux ci-après fournissent des informations sur le niveau de l'activité de la Banque en instruments financiers primaires, ventilées comme suit : en valeur comptable, par catégorie d'instruments financiers et en fonction de la durée de vie résiduelle, après déduction de la provision forfaitaire.

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Banque ne détient pas d'instruments financiers primaires appartenant au portefeuille de négociation.

Durant l'année 2021, la banque a participé au programme de refinancement long terme mis à disposition par la Banque centrale européenne, dit « TLTRO III », pour le compte d'un groupe composé de 9 entités du groupe CA-CIB. Cette opération a plusieurs impacts significatifs sur les comptes annuels 2021 et 2022 : au passif une des dettes envers les établissements de crédit, à l'actif des créances auprès des établissements de crédit et des engagements en hors bilan comme suit :

Table TLTRO III	2022 EUR	2021 EUR
Créances sur les établissements de crédit	5.001.430.000	5.005.306.643
Dettes envers des établissements de crédit	4.991.200.000	4.991.200.000
Hors - Bilan	5.827.490.902	5.431.696.865

3.1.1.1. ACTIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2022 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRE (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable - en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRE					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	2.808.269.379	-	-	-	-	2.808.269.379
Créances sur les établissements de crédit *	2.376.490.446	5.087.993.857	1.035.943.223	2.000.000	-	8.502.427.526
Créances sur la clientèle	1.434.239.073	1.097.674.187	529.900.494	487.134.098	-	3.548.947.852
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable **	-	-	-	-	185.184	185.184
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe						
D'émetteurs publics	8.847	-	-	-	-	8.847
Total des actifs financiers	6.619.007.745	6.815.668.044	1.565.843.717	489.134.098	185.184	14.859.838.788

* Après déduction de la provision forfaitaire.

** Ce portefeuille d'actions provient de la succursalisation de CA Indosuez Wealth (Europe), Italy Branch et fait partie du portefeuille de placement.

3.1.1.2. PASSIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2022 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRE (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable - en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRE					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Dettes envers des établissements de crédit						
À vue	182.206.444	-	-	-	-	182.206.444
À terme ou à préavis	388.198.741	5.832.259.997	-	-	-	6.220.458.738
Dettes envers la clientèle						
Autres dettes						
À vue	4.283.531.945	-	-	-	-	4.283.531.945
À terme ou à préavis	2.861.060.592	852.961.557	-	2.000.000	-	3.716.022.149
Engagements et passifs éventuels	137.657.839	5.817.533.153	214.650.516	1.097.828.011	-	7.267.669.519
Total des passifs financiers	7.852.655.561	12.502.754.707	214.650.516	1.099.828.011	-	21.669.888.795

3.1.1.3. ACTIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2021 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRE (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable – en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRE					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	2.955.508.552	-	-	-	-	2.955.508.552
Créances sur les établissements de crédit *	1.465.009.134	149.435.507	5.383.887.943	-	-	6.998.332.584
Créances sur la clientèle	1.349.371.556	1.385.656.213	542.008.998	377.619.510	-	3.654.656.277
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable **	-	-	-	-	103.689	103.689
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe						
Démetteurs publics	15.236.250	-	-	-	-	15.236.250
Total des actifs financiers	5.785.125.492	1.535.091.720	5.925.896.941	377.619.510	103.689	13.623.837.361

* Après déduction de la provision forfaitaire.

** Ce portefeuille d'actions provient de la succursalisation de CA Indosuez Wealth (Europe), Italy Branch et fait partie du portefeuille de placement.

3.1.1.4. PASSIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2021 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRE (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable – en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRE					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Dettes envers des établissements de crédit						
À vue	93.266.121	-	-	-	-	93.266.121
À terme ou à préavis	1.115.060.555	25.313.572	4.991.200.000	-	-	6.131.574.127
Dettes envers la clientèle						
Autres dettes						
À vue	6.622.236.353	-	-	-	-	6.622.236.353
À terme ou à préavis	625.378.759	88.723.944	15.000.000	-	-	729.102.703
Engagements et passifs éventuels	92.114.989	75.842.590	201.060.931	6.056.514.247	-	6.425.532.757
Total des passifs financiers	8.548.056.777	189.880.106	5.207.260.931	6.056.514.247	-	20.001.712.061

3.1.2. Information sur les instruments financiers dérivés

3.1.2.1. DESCRIPTION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS UTILISÉS

Au 31 décembre 2022, la Banque est engagée dans des opérations sur les instruments suivants : changes à terme, swaps de taux d'intérêt, options sur taux de change et taux d'intérêt aux fins suivantes : couverture en matière de gestion d'actifs/passifs, fonds de roulement et micro-couverture des opérations de la clientèle.

Conformément à sa politique de gestion des risques de marché, la Banque couvre ses opérations sur instruments dérivés avec CA-CIB et ceci en respectant les limites de « VAR - Value at risk » fixées par l'actionnaire.

3.1.2.2. ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS UTILISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

Le tableau ci-dessous fournit des informations sur le niveau d'utilisation des instruments financiers dérivés hors portefeuille de négociation, ventilées en fonction du notionnel et de la durée de vie résiduelle depuis la date de clôture. Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Banque n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de négociation.

Instruments financiers dérivés hors portefeuille de négociation (valeur notionnelle) au 31 décembre 2022 :

(valeur comptable - en EUR)	CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS HORS MARCHÉ BOURSIER				Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Instruments sur taux d'intérêt					
Contrats d'échange	1.283.049.536	1.391.537.373	945.142.967	752.063.936	4.371.613.812
Instruments sur devises/or					
Contrats à terme (devises à livrer)	1.622.908.970	274.972.271	9.824.603	-	1.907.705.844 *
Options (vendues)	348.652.354	277.810.659	52.256.501	-	678.719.514
Total	3.254.610.860	1.944.140.303	1.00.7224.071	752.063.936	6.958.039.170

* Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées pour un montant de EUR 3.609.393.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur la juste valeur des instruments financiers (hors options):

ACTIFS FINANCIERS

(valeur comptable – en EUR)	Montant notionnel	Juste valeur positive*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	1.526.417.291	60.719.425
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	695.445.669	5.378.706
Total	2.221.862.960	66.098.131

* Hors intérêts courus non échus.

PASSIFS FINANCIERS

(valeur comptable – en EUR)	Montant notionnel	Juste valeur négative*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	2.845.196.521	176.756.378
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	1.212.260.175	3.846.664
Total	4.057.456.696	180.603.041

* Hors intérêts courus non échus.

Les IRS (Interest Rate Swap) sont utilisés par la Banque dans le cadre d'opérations de macro-couverture dans le cadre de la gestion ALM (Asset Liability Management) et de micro-couverture pour un nombre limité d'opérations pour le compte de clients.

Les transactions d'options sur devises sont exclusivement réalisées pour le compte de client et ne sont donc pas réévaluées.

3.1.2.3. ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS UTILISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021

Instruments financiers dérivés hors portefeuille de négociation (valeur notionnelle) au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS HORS MARCHÉ BOURSIER				Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Instruments sur taux d'intérêt					
Contrats d'échange	478.966.250	748.302.806	1.283.428.732	866.661.642	3.377.359.430
Instruments sur devises/or					
Contrats à terme (devises à livrer)	420.807.011	242.857.486	17.062.530	-	680.727.027*
Options (vendues)	300.760.221	682.988.333	46.119.065	-	1.029.867.619
Total	1.200.533.482	1.674.148.625	1.346.610.327	866.661.642	5.087.954.076

* Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées pour un montant de EUR 7.845.990.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur la juste valeur des instruments financiers (hors options) :

(valeur comptable – en EUR)	ACTIFS FINANCIERS	
	Montant notionnel	Juste valeur positive*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	1.583.930.148	23.474.344
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	355.500.044	1.089.037
Total	1.939.430.192	24.563.381

* Hors intérêts courus non échus.

(valeur comptable – en EUR)	PASSIFS FINANCIERS	
	Montant notionnel	Juste valeur négative*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	1.793.429.283	18.166.863
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	325.226.983	1.022.610
Total	2.118.656.266	19.189.473

* Hors intérêts courus non échus.

Les IRS sont utilisés par la Banque dans le cadre d'opérations de macro-couverture dans le cadre de la gestion ALM et de micro-couverture pour un nombre limité d'opérations pour le compte de clients.

Les options sur devises et sur intérêts sont exclusivement réalisées pour le compte de clients et ne sont donc pas réévaluées.



3.2. RISQUE DE CRÉDIT

3.2.1. Description du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un tiers ne remplisse pas ses engagements dans les termes qui avaient été fixés. En conséquence, le risque porte non seulement sur les prêts et les titres mais aussi sur les garanties, engagements, dépôts interbancaires, les contrats de change à terme, de swaps, futures, options, etc.

La politique de la Banque en matière de risque de crédit est la suivante :

- L'établissement et le suivi des limites de contrepartie
- L'investissement dans des titres de haute qualité dans le cadre des investissements du portefeuille
- Une gestion prudente des crédits accordés. Préalablement à l'élaboration d'une proposition de crédit, les analyses suivantes sont effectuées :
 - Analyse de la situation du demandeur.
 - Analyse de la couverture du nouvel engagement par une garantie en faveur de la Banque.
 - L'évaluation du montant des encours déjà existants auprès de la Banque ainsi que la position en espèces probable du client.
- La nécessité d'une approbation préalable du Comité des crédits pour tout engagement de prêts.
- La mise en place d'un Comité de provisions destiné à effectuer le suivi des clients potentiellement défaillants et des comptes débiteurs.

3.2.2. Mesure de l'exposition au risque de crédit

La Banque calcule le risque de crédit afférent aux instruments dérivés conformément aux dispositions des circulaires émises par l'autorité de contrôle.

Le tableau ci-dessous indique le degré d'exposition de la Banque au risque de crédit en fonction des montants notionnels, du montant équivalent risque et de l'exposition nette au risque en tenant compte des sûretés éventuelles.

Risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier

Au 31 décembre 2022 :

(valeur comptable – en EUR)	Montants notionnels	Montants exposés au risque	Garanties	Exposition nette au risque
Degré de solvabilité des contreparties (sur base de notations externes ou internes)	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)
Contrats sur taux d'intérêt	4.371.613.812	61.148.385	-	61.148.385
Contrats sur taux de change	1.907.705.844	12.652.023	6.485.151	6.166.872
Total	6.279.319.656	73.800.408	6.485.151	67.315.257

Risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier

Au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	Montants notionnels	Montants exposés au risque	Garanties	Exposition nette au risque
Degré de solvabilité des contreparties (sur base de notations externes ou internes)	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)
Contrats sur taux d'intérêt	3.377.359.431	62.088.601	-	62.088.601
Contrats sur taux de change	680.727.027	8.290.006	6.885.396	1.404.610
Total	4.058.086.458	70.378.607	6.885.396	63.493.211

3.2.3. Concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous indiquent la concentration du risque de crédit par secteur géographique et par secteur économique.

Concentration géographique

Au 31 décembre 2022 :

(valeur comptable – en EUR)	ZONE GÉOGRAPHIQUE (PAR PAYS OU PAR ZONE)		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
UE	13.006.995.594	7.133.793.313	6.364.750.893
Suisse	700.402.388	36.681.311	48.981.884
Hors UE et hors Suisse	1.152.440.806	81.920.098	544.306.392
Total	14.859.838.788	7.252.394.722	6.958.036.169

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total ne reprend pas les ventes à terme d'actifs pour un montant de EUR 15.274.796.

Au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	ZONE GÉOGRAPHIQUE (PAR PAYS OU PAR ZONE)		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
UE	12.286.634.521	6.294.843.071	4.212.053.580
Suisse	511.434.017	18.176.514	83.251.234
Hors UE et hors Suisse	825.665.124	99.018.821	792.649.262
Total	13.623.733.662	6.412.038.406	5.087.954.076

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations

** Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées, pour un montant de EUR 13.494.351.

Concentration par secteur économique

Au 31 décembre 2022 :

(valeur comptable – en EUR)	SECTEUR ÉCONOMIQUE		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
Établissements de crédit	11.266.827.820	146.646.482	5.753.237.721
Autres intermédiaires financiers	165.480.316	76.483.218	74.601.030
Holdings financiers	1.027.239.996	289.618.710	154.095.163
OPCVM	268.848.666	117.324.884	93.192.391
Autres	2.131.441.990	6.622.321.428	882.912.865
Total	14.859.838.788	7.252.394.722	6.958.039.170

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total ne reprend pas les ventes à terme d'actifs pour un montant de EUR 15.274.796.

Au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	SECTEUR ÉCONOMIQUE		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
Établissements de crédit	9.969.077.386	105.429.128	4.213.043.824
Autres intermédiaires financiers	64.232.283	47.942.080	42.967.740
Holdings financiers	977.578.533	223.160.894	168.113.322
OPCVM	329.497.822	111.989.746	265.613.086
Autres	2.283.347.638	5.923.516.558	398.216.104
Total	13.623.733.662	6.412.038.406	5.087.954.076

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées, pour un montant de EUR 13.494.351.

NOTE 4 – CAISSE, AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES ET DES OFFICES DE CHÈQUES POSTAUX

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne, la Banque Centrale du Luxembourg a mis en place, depuis le 1 janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois.

Au 31 décembre 2022, le montant d'avoirs auprès des banques centrales, y compris la réserve obligatoire, s'élève à EUR 2.808.106.130 (2021 : EUR 2.954.973.103).

NOTE 5 – OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU FIXE

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se répartissent comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	2022	2021
Titre du portefeuille de placement	8.847	15.236.250
Total	8.847	15.236.250

Au 31 décembre 2022, le poste « Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe » est composé uniquement de titres d'émetteurs publics provient de la succursalisation de CA Indosuez Wealth (Europe), Italy Branch.

Le montant des titres arrivant à échéance en 2023 s'élève à EUR 8.847 (montant des titres arrivant à échéance en 2022 : EUR 15.236.250).

NOTE 6 – DONNÉES RELATIVES AUX VALEURS MOBILIÈRES, PARTICIPATIONS ET PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES COTÉES ET NON COTÉES

Aux 31 décembre 2022 et 2021, les titres du portefeuille HQLA et les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont cotés.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ne sont pas cotées.

NOTE 7 – PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES

Au 31 décembre 2022, la liste des sociétés dans lesquelles la Banque détient au moins 20% du capital se présente comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES				
	Siège	Valeur nette comptable	Quote-part de capital détenu	Capitaux propres en devises ³	Résultat en devise
Immobilière Comète S.à r.l. ^b	Luxembourg	1.490.497	100,00%	2.186.946 ¹	76.071
The Investors House S.A. ^b	Luxembourg	746	100,00%	1.520.887 ¹	90.128
Immobilière Sirius S.A. ^b	Luxembourg	13.174.593	100,00%	5.673.582 ¹	221.589
CAHub@Luxembourg S.A.	Luxembourg	-	20,00%	(1.050.768) ²	(278.336)
S.G.A. Services S.A.	Luxembourg	22.076	100,00%	57.940 ¹	7.305
BPH Finance S.A.	Luxembourg	207.821	100,00%	210.125 ¹	2.304
Apeiron Advisors S.A.R.L. ^a	Luxembourg	12.500	100,00%	(14.276) ²	(4.119)
Apeiron Investment S.A.R.L.	Luxembourg	28.882	96,00%	30.086 ¹	-
FMS Services S.A.	Luxembourg	31.000	100,00%	44.877 ¹	8.568
CA Fiduciaria	Italie	1.221.123	93,49%	1.656.486 ¹	(816.429)

¹ Sur base de la situation non audité au 31 décembre 2022.

² Sur base de la situation non audité au 31 décembre 2021.

³ Y inclus le résultat de l'exercice.

⁴ Sur base de la situation audité au 31 décembre 2021.

a. De l'avis du Conseil d'Administration de la Banque, les dépréciations éventuelles sur ces parts dans des entreprises liées au 31 décembre 2022 ne présentent pas un caractère durable. Par conséquent, aucune correction de valeur n'a été enregistrée sur ces parts dans des entreprises liées au 31 décembre 2022.

b. Aucune correction de valeur n'a été actée sur ces entités dans la mesure où les immeubles détenus par Immobilière Sirius S.A., The Investors House S.A et Immobilière Comète S.à r.l sont maintenus aux coûts d'acquisition, conformément aux principes comptables luxembourgeois, qui sont sensiblement inférieurs aux valeurs de marché estimées.

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les mouvements des immobilisations financières au cours de l'exercice peuvent être résumés comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Participations	Parts dans des entreprises liées	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total des immobilisations financières
Valeur brute au 1 janvier 2022	45.209	449.276.346	103.689	449.425.244
Entrées/conversion	-	-	185.184	185.184
Sorties/conversion*	-	(351.521.129)	(94.842)	(351.615.971)
Valeur brute au 31 décembre 2022	45.209	97.755.217	194.031	97.994.457
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre 2022	(5.566)	(77.106.262)	-	(77.111.828)
Valeur nette au 31 décembre 2022	39.643	20.648.955	194.031	20.882.629

* Sortie de la participation dans la filiale Financière Lumis S.A. : au 25 novembre 2022, la Banque a procédé à la dissolution de la filiale Financière Lumis S.A. Le produit découlant de cette opération de EUR 56.103.364 est enregistré dans la rubrique « Résultats provenant d'opérations financières » (Note 22.2).

NOTE 9 – ACTIFS INCORPORELS

Les mouvements des autres actifs incorporels peuvent être résumés comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Softwares 2022	Softwares 2021
Valeur brute au 1 janvier	18.575.047	9.324.410
Entrées	4.927.245	9.250.637
Sorties	(3.623)	-
Valeur brute au 31 décembre	23.498.669	18.575.047
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre	(8.792.096)	(6.770.186)
Valeur nette au 31 décembre	14.706.573	11.804.861

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la valeur nette du poste « Fonds de commerce » présente un solde nul.

NOTE 10 – ACTIFS CORPORELS

Les mouvements des actifs corporels peuvent être résumés comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres installations, outillage et mobilier	Total actifs corporels 2022	Total actifs corporels 2020
Valeur brute au 1 janvier	22.405.390	28.087.795	7.948.371	58.441.556	48.620.617
Entrées	1.037.119	1.073.511	134.744	2.245.375	9.820.939
Sorties	(2.978.406)	-	-	(2.978.407)	-
Valeur brute au 31 décembre	20.464.103	29.161.306	8.083.115	57.708.524	58.441.556
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre	(15.036.679)	(27.138.091)	(6.520.831)	(48.695.601)	(49.275.582)
Valeur nette au 31 décembre	5.427.424	2.023.215	1.562.284	9.012.923	9.165.974

La valeur nette des terrains et constructions utilisés dans le cadre de l'activité propre représente un montant de EUR 5.427.424 (2021 : EUR 5.117.242).

Au cours de l'exercice 2022, la Banque a procédé à l'amortissement accéléré de constructions pour un montant de EUR 2.978.406.

NOTE 11 – AUTRES ACTIFS

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	2022	2021
Créances sur l'Administration des Contributions et TVA	38.369.020	30.620.675
Investissements du plan de pension	360.377	424.638
Escrow accounts*	3.563.253	3.563.251
Créance fiscale CAIWI**	34.738.815	42.394.804
Autres actifs	6.784.710	840.302
Dont :		
Créditeurs divers	5.824.073	33.755
	83.816.175	77.843.670

* en vertu des mécanismes prévus dans le « Sale and Purchase Agreement » conclu entre la Banque et les anciens actionnaires de Banca Leonardo, une créance de EUR 3,6 millions est reconnue dans les comptes de la Banque au 31 décembre 2022 correspondant à la quote-part des Escrow accounts que la Banque estime pouvoir récupérer.

** Il s'agit d'un crédit d'impôt issu de l'opération de succursalisation de la filiale italienne CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A., relatif à un régime fiscal italien de 2011 (« affraccamento ») et faisant l'objet d'un rescrit fiscal des autorités fiscales italiennes. Le crédit d'impôt est imputable contre différentes rubriques d'impôt, de taxes et retenues à la source suivant un calendrier prédéterminé.

NOTE 12 – CRÉANCES SUR ET DETTES ENVERS DES ENTREPRISES LIÉES

Actifs	2022 EUR	2021 EUR
Créances sur les établissements de crédit*	8.322.370.430	6.752.240.269
Créances sur la clientèle	19.766.330	13.506.223
	8.342.136.760	6.765.746.492

* Avant affectation de la provision forfaitaire.

La CSSF a communiqué à la Banque qu'elle renonçait à prendre en considération, pour les besoins du calcul de limites des grands risques, les risques pris par la Banque à l'égard des entités de son groupe d'appartenance comme prévu par la réglementation en vigueur.

Passifs	2022 EUR	2021 EUR
Dettes envers des établissements de crédit	1.409.126.608	1.203.479.482
Dettes envers la clientèle	228.371.141	473.266.498
	1.637.497.749	1.676.745.980

NOTE 13 – ACTIFS ET PASSIFS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Au 31 décembre 2022, la contrevaletur en euro des actifs et passifs libellés en devises étrangères s'élève respectivement à EUR 2.002.503.579 (2021 : EUR 1.601.204.577) et à EUR 2.002.432.069 (2021 : EUR 1.604.209.324).

NOTE 14 – AUTRES PASSIFS

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable - en EUR)	2022	2021
Fonds de pension en faveur du personnel	5.070.249	5.711.760
Créanciers divers	9.336.583	10.246.802
Créanciers privilégiés	21.236.407	15.947.940
Valeurs à payer à court terme	85.641	298.635
	35.728.880	32.205.137

NOTE 15 – AUTRES PROVISIONS

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	Notes	2022	2021
Provision FGDL/FRL/FRU/AGDL	15.1	483.512	5.865.517
Provision pour frais de personnel		20.343.724	19.872.581
Provisions pour frais généraux		24.183.493	21.164.649
Provisions pour risques déterminés		3.714.651	5.465.747
		48.725.380	52.368.494

15.1 GARANTIE DES DÉPÔTS ET FONDS DE RÉSOLUTION

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), transposant en droit luxembourgeois la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs a été votée en date du 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en vigueur jusque-là, mis en œuvre par l'Association pour le Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), a été remplacé par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Le nouveau système garantit l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 100.000, les investissements jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 20.000. La Loi prévoit en outre que les dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou encore liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de EUR 100.000 pour une période de 12 mois.

Les provisions constituées dans les comptes annuels au fil des années pour être en mesure de respecter, le cas échéant, les obligations des banques vis-à-vis de l'AGDL sont utilisées au fur et à mesure de leur contribution au Fonds de résolution Unique (FRU), respectivement lors de la constitution du nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL).

Le montant des moyens financiers du FRU devra atteindre, d'ici le début de l'année 2024, au moins 1% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1^{er} alinéa 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participants. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des contributions annuelles au cours des exercices 2016 à 2023.

Le niveau cible des moyens financiers du FGDL est fixé à 0,8% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 153 alinéa 8 de la Loi, des établissements adhérents et devra être atteint d'ici la fin de l'année 2018. Les contributions seront à verser annuellement entre 2016 et 2018.

Depuis l'exercice 2019, un montant constituant une réserve supplémentaire est demandé par le FGDL a été payée en prévision de ces contributions, contre utilisation de la provision AGDL existante.

Lorsque le niveau de 0,8% sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois continueront de contribuer pendant 8 ans supplémentaires de sorte à constituer un coussin de sécurité supplémentaire de 0,8% des dépôts garantis tels que définis à l'article 153 alinéa 8 de la Loi.

Au 31 décembre 2022, la provision FGDL/FRU s'élève à EUR 483.512 (2021 : EUR 5.865.517). Le montant payé en 2022 au titre du FRU et du FGDL s'élèvent respectivement à EUR 4.013.902 (2021 : EUR 3.547.810) et à EUR 1.368.103 (2021 : EUR 421.357).

NOTE 16 – POSTES SPÉCIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RÉSERVES

Ce poste est constitué des plus-values de réinvestissement réalisées suite à la cession de deux participations en 2000 et 2001 et à la vente d'un appartement en juillet 2009. Il s'élève au 31 décembre 2022 à EUR 2.075.356 (2021 : EUR 2.075.356) suivant l'application des articles 53 et 54 de la Loi concernant l'impôt sur les revenus.

NOTE 17 – CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2022, le capital souscrit de la Banque s'élève à EUR 415.000.000 (2021 : EUR 415.000.000) et est représenté par 195.480 (2021 : 195.480) actions sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement libérées.

Au 31 décembre 2007, le capital souscrit de la Banque s'élevait à EUR 84.200.000. Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 janvier 2008, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Banque de EUR 458,8 millions, pour le porter à la somme de EUR 543 millions par émission de 165.168 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale. La société CA-CIB S.A. a souscrit les 165.168 actions nouvelles, qui sont entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 novembre 2008 a procédé à une diminution du capital social de EUR 78 millions pour le ramener à EUR 465 millions par la réduction de la valeur comptable des actions. Cette opération avait pour but de permettre l'amortissement en une seule fois du goodwill dégagé suite à la fusion avec CALB d'un montant de EUR 105,7 millions.

La CSSF a en effet autorisé la Banque à amortir le goodwill CALB en une seule fois par le biais d'une réduction de capital de EUR 78 millions, l'élimination de la prime d'émission de EUR 27,2 millions et la diminution des autres réserves pour EUR 0,5 million.

Le 3 novembre 2011, la Banque est devenue une filiale de Crédit Agricole Private Banking par apport des 195.480 actions constituant le capital social de la Banque détenues par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, une banque de droit français.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juillet 2014, il a été décidé de diminuer le capital social de la Banque de EUR 50 millions, pour le porter à la somme de EUR 415 millions par réduction de la valeur comptable des 195.480 actions et remboursement à l'actionnaire unique.

Au 31 décembre 2007, le capital autorisé de la Banque s'élevait à EUR 123.000.000. Lors de l'Assemblée Générale du 21 novembre 2008, la Banque a décidé de supprimer le capital autorisé.

NOTE 18 – RÉSERVES

Elles incluent principalement :

18.1 RÉSERVE LÉGALE

Conformément à la Loi luxembourgeoise, la Banque doit annuellement affecter à la réserve légale un montant équivalent à au moins 5% du bénéfice net de l'exercice jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10% du capital souscrit. La distribution de la réserve légale n'est pas permise. Au 31 décembre 2022, celle-ci s'élève à EUR 31.297.334 (2021 : EUR 30.987.784).

18.2 RÉSERVE D'IMPÔT SUR LA FORTUNE

Afin de se conformer à la législation fiscale en vigueur, la Banque a décidé d'affecter en réserves indisponibles (poste « Réserve spéciale ») un montant correspondant à cinq fois le montant de l'impôt sur la fortune (« IF ») réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années. Au 31 décembre 2022, celle-ci s'élève à EUR 3.720.800 (2021 : EUR 7.320.800).

L'évolution de la réserve d'impôt sur la fortune s'explique comme suit :

	EUR
Réserve spéciale pour l'IF au 1 janvier 2022	7.320.800
Libération de la réserve IF 2016	(3.600.000)
	3.720.800

NOTE 19 – CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres de la Banque s'analyse comme suit :

	SITUATION AU 1 JANVIER 2022			
(valeur comptable – en EUR)	Capital souscrit	Réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
Situation au 1 janvier 2022	415.000.000	38.308.584	(947.262)	6.190.992
Affectation du résultat de l'exercice 2021 *	-	-	881.442	(881.442)
Affectation à la réserve spéciale	-	309.550	-	(309.550)
Variation de la réserve spéciale	-	(3.600.000)	3.600.000	-
Distribution de dividendes	-	-	-	(5.000.000)
Résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2022	-	-	-	82.374.964
Situation au 31 décembre 2022	415.000.000	35.018.134	3.534.180	82.374.964

* Selon la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2022.

NOTE 20 – PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS

20.1 PASSIFS ÉVENTUELS

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Banque est engagée dans les opérations de hors-bilan suivantes :

(valeur comptable – en EUR)	2022	2021
Garantie et autres substituts directs de crédit		
À l'égard d'entreprises liées	20.000	20.000
À l'égard d'autres tiers	94.934.213	96.791.511
	94.954.213	96.811.511

20.2 ENGAGEMENTS

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Banque est engagée dans les types d'opérations suivants :

(valeur comptable – en EUR)	Notes	2022	2021
Achats à terme d'actifs			
À l'égard d'autres tiers		33.479.867	16.359.210
Ventes à terme d'actifs			
À l'égard d'autres tiers		15.274.796	13.494.351
Crédits et autres lignes confirmés non utilisés			
À l'égard d'entreprises liées		16.909.129	23.605.645
À l'égard d'autres tiers		1.234.121.759	843.558.841
Autres engagements			
À l'égard d'entreprises liées	3	5.872.923.919	5.431.696.865
À l'égard d'autres tiers*		5.836	6.334
		7.172.715.306	6.328.721.246

* Au 31 décembre 2022, les créances sur entreprises liées ont fait l'objet d'un nantissement envers des tiers à hauteur de EUR 5,836 afin de garantir les obligations de la Banque vis-à-vis de ces tiers, cette créance se trouvait initialement dans les comptes de CA Indosuez Wealth (Global Structuring), entité absorbée par la Banque en 2016 (2021 : EUR 6,334).

NOTE 21 – SERVICES DE GESTION ET DE REPRÉSENTATION

La Banque fournit à des tiers des services de gestion et de représentation dans les domaines suivants :

- Gestion et conseil en gestion de patrimoine.
- Conservation et administration de valeurs mobilières.
- Location de coffres.
- Représentation fiduciaire.

NOTE 22 – COMPTE DE PROFITS ET PERTES

22.1 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	2022	2021
Frais pour prestations de services	1.233.203	1.162.056
Dotations aux autres provisions *	2.016.835	1.932.006
Passage à perte des avances actionnaires CA Fiduciaria **	2.800.000	-
Autres charges ***	1.017.480	567.334
	7.067.518	3.661.396

* Au 31 décembre 2022, le poste « Dotations aux autres provisions » comprend uniquement la constitution de provisions pour risques déterminés pour EUR 2.016.835 (2021 : EUR 1.932.006).

** Au cours de l'exercice 2022, la Banque a procédé au passage à perte des avances d'actionnaires à sa participation CA Fiduciaria pour un montant de EUR 2.800.000.

*** Au 31 décembre 2022, le poste « Autres charges » est composé essentiellement du coût lié aux erreurs opérationnelles pour EUR 988.143 (2021 : EUR 550.224).

22.2 RÉSULTATS PROVENANT D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	2022	2021
Corrections de valeurs et reprises de corrections de valeurs sur valeurs mobilières	939.138	-
Résultat de change	16.781.309	15.391.739
Produit de dissolution (Financière Lumis) *	56.103.364	-
	73.823.811	15.391.739

* Au 25 Novembre 2022 la Banque a procédé à la dissolution de la filiale Financière Lumis S.A. Le produit découlant de cette opération de EUR 56.103.364 (Note 8).

22.3 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	Notes	2022	2021
Produits de prestations de services		9.205.175	10.275.644
Récupération d'impôt de succursales étrangères		-	289.992
Reprises d'autres provisions		1.141.897	-
Indemnité reçu sur litige client		1.322.378	-
Escrow accounts	11	-	1.453.539
Autres produits		535.079	109.469
		12.204.529	12.128.644

22.4 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La Banque est soumise à l'Impôt sur le Revenu des Collectivités (« IRC ») et à l'Impôt Commercial Communal (« ICC ») ainsi que l'Impôt sur la Fortune (« IF »). Depuis le 1 janvier 2003 et jusqu'à la date de fusion par absorption, la Banque était imposée dans le cadre d'une consolidation fiscale comprenant elle-même et sa filiale CA Indosuez Wealth (Global Structuring).

La Banque a été imposée définitivement au titre de l'IRC et de l'ICC jusqu'en 2018.

NOTE 23 – DONNÉES RELATIVES AU PERSONNEL ET AUX DIRIGEANTS

23.1 PERSONNEL EMPLOYÉ AU COURS DE L'EXERCICE

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours des exercices 2022 et 2021 s'est élevé à :

Catégories	2022	2021
Direction	22	24
Personnel d'encadrement	135	139
Employés	433	462
Total	590	625

Le nombre de personnes employées comprend le personnel de la Banque et de ses succursales.

23.2 RÉMUNÉRATIONS, ENGAGEMENTS DE PENSIONS, CRÉDITS ET AVANCES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS

Ils peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2022 :

(valeur comptable – en EUR)	Rémunérations	Engagements de pension	Crédits et avances
Organes de direction	7.340.931	193.037	500.000

Ils peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	Rémunérations	Engagements de pension	Crédits et avances
Organes de direction	7.613.098	389.985	502.900

23.3 PENSIONS

La Banque possède un système de pension complémentaire par lequel elle est engagée vis-à-vis de ses salariés. Cet engagement fait par ailleurs l'objet d'une réassurance qui couvre une partie de l'engagement.

Le montant du fonds de pension figure dans les autres passifs. Le montant de la réserve de la réassurance figure dans les autres actifs.

Le coût des pensions relatives aux membres des organes de direction pour l'exercice 2022 est de EUR 193.037 (2021 : EUR 389.985).

NOTE 24 – HONORAIRES DU CONTRÔLEUR LÉGAL DES COMPTES

Les honoraires relatifs aux prestations du contrôleur légal des comptes annuels, Ernst & Young S.A., sont les suivants (hors TVA):

(valeur comptable – en EUR)	2022	2021
Contrôle légal des comptes annuels	183.034	172.303
Autres services d'assurance	77.980	74.686
Services de conseil fiscal	-	-
Autres services	-	-
	261.014	246.989

Aux 31 décembre 2022 et 2021, Ernst & Young S.A. n'a pas fourni de services autres que d'audit aux filiales de la Banque.

NOTE 25 – EVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Depuis le début de l'exercice 2023, aucun évènement particulier susceptible de remettre en cause l'image fidèle reflétée par les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 ne s'est produit.



/ Nos implantations actives /

SIÈGE SOCIAL

Luxembourg

39, allée Scheffer
2520 Luxembourg
Tél. + 352 24 67 1

SUCCURSALES

Belgique

Chaussée de la Hulpe 120
1000 Bruxelles
Tél. + 32 (0)2 566 92 00

Godefriduskaai, 18 Bus 32
2000 Anvers
Tél. + 32 (0)3 233 11 70

Kortrijksesteenweg 62
9830 Sint Martens Latem
Tél. + 32(0)468 48 58 87

Espagne

Gran Vía 42 - 2^º Dcha
48011 Bilbao
Tél. + 34 94 423 08 86

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid
Tél. + 34 91 310 99 10

Calle Getaria 2, Ppal. Izq.
20005 San Sebastián
Tél. + 34 943 43 02 07

c/ San Fernando 27 - 2^º Planta
41004 Sevilla
Tél. + 34 95 429 19 66

Don Juan de Austria 32 - 3^ª
46002 Valencia
Tél. + 34 96 351 88 80

Italie

Piazza Cavour 60
20121 Milano
Tél. +39 02 72206.1

Via E. Filiberto di Savoia, 3
35137 Padova
Tél. +39 049 7841201

Via Jacopo Peri, 1
00198 Roma
Tél. +39 06 6976 1901

Via Papacino, 1 bis
10121 Torino
Tél. +39 011 23025.1

Le Rapport annuel est publié
en français et en anglais.
En cas de divergence entre
les deux versions, la version
originale française fait foi.

Conception : La Manufacture
Réalisation : www.tetris.lu
Visuels : Unsplash, AdobeStock

